

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de La Financière agricole du Québec (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées, lesquelles respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers consolidés.


Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers consolidés fiables.

La Financière agricole du Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui la régissent, de même qu'aux diverses ententes Canada-Québec. La Financière agricole du Québec doit, au moins tous les cinq ans, effectuer une analyse actuarielle de ses opérations et colliger tout renseignement utile à la fixation des taux de contribution à l'égard d'un programme d'assurance et à l'ajustement des paramètres dans l'établissement de la provision générale pour garanties de prêts.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers consolidés. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers consolidés de La Financière agricole du Québec conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec rencontre, sans aucune restriction, le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Pour La Financière agricole du Québec,



Ernest Desrosiers

Président-directeur général



Richard Laroche

Directeur général de l'administration

Lévis, le 16 juin 2017

RAPPORT DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le comité de vérification est composé exclusivement d'administrateurs externes et entièrement indépendants de l'organisation. Il relève directement du conseil d'administration.

Le comité rencontre deux fois l'an le Vérificateur général du Québec, lequel a un accès libre et direct au comité.

Les membres du comité ont examiné les états financiers consolidés dressés par la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017 et en ont discuté avec la haute direction de l'organisation.

Le comité a également discuté avec le Vérificateur général du Québec des normes comptables et d'audit en vigueur pour le présent exercice, tout comme il a examiné les commentaires de ce dernier.

Compte tenu des vérifications et examens effectués, le comité de vérification a recommandé l'adoption des états financiers consolidés audités au conseil d'administration.

Pour La Financière agricole du Québec,



Pascale Mongrain

Présidente du comité de vérification

Lévis, le 16 juin 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de La Financière agricole du Québec, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2017, l'état consolidé des résultats et de l'excédent cumulé, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

OPINION

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de La Financière agricole du Québec au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation des actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Handwritten signature of Guylaine Leclerc in blue ink, followed by the text "FCPA Auditrice, FCA".

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 16 juin 2017

La Financière agricole du Québec

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

	2017		2016
	Budget	Réel	Réel
REVENUS			
Contribution du gouvernement du Québec (note 3)	438 937	439 097	451 442
Contribution du gouvernement du Canada (note 4)	81 493	60 382	67 758
Contributions des participants au programme Agri-stabilité	6 300	2 169	(1 104)
Droits administratifs	5 507	5 719	5 535
Intérêts - Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles	702	1 915	1 603
Revenus de placement (note 5)	10 737	23 246	20 094
Quote-part des résultats des placements en participation (note 15)	–	783	884
Distribution - Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles (note 6)	–	13 507	–
Autres revenus	3 209	2 628	1 808
	546 885	549 446	548 020
CHARGES			
Contribution au Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles	82 344	94 367	81 830
Contribution au Fonds d'assurance récolte	36 155	33 106	35 863
Programme Agri-stabilité (note 7)	51 700	17 199	23 079
Programme Agri-investissement (note 7)	33 100	33 485	34 159
Programme Agri-Québec (note 7)	134 200	141 755	40 729
Programme Agri-Québec Plus (note 7)	25 300	12 814	5 336
Subvention à l'investissement et contribution au paiement de l'intérêt	3 500	1 035	2 717
Programme d'appui financier à la relève agricole	12 300	11 840	11 617
Autres programmes	210	158	(9)
Provision pour garanties de prêts (note 23)	5 400	2 455	2 220
Frais d'administration (note 8)	59 373	53 926	53 224
Intérêts	100	1 215	1 271
Perte de valeur sur placements en billets à terme adossés à des actifs (note 15)	–	26	–
	443 682	403 381	292 036
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	103 203	146 065	255 984
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE		336 003	80 019
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 9)		482 068	336 003

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La Financière agricole du Québec


ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

	2017	2016
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	93 791	132 604
Créances et revenus de placement à recevoir (note 10)	5 079	2 979
À recevoir de Capital Financière agricole inc. (note 11)	60	1 463
À recevoir du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles (note 12)	209 347	104 055
À recevoir du gouvernement du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	139	289
À recevoir du gouvernement du Canada (note 13)	72 578	75 409
Prêts et ouverture de crédit (note 14)	42 293	44 917
Placements (note 15)	641 277	514 750
	1 064 564	876 466
PASSIFS		
Emprunt temporaire (note 16)	–	38 974
Charges à payer (note 17)	5 290	6 686
Comptes des participants au programme Agri-investissement (note 18)	64 547	64 626
Comptes des participants au programme Agri-Québec (note 19)	190 600	141 162
Revenus reportés (note 20)	47 364	41 460
Dû au gouvernement du Canada, sans intérêt ni modalité de remboursement	552	780
Dû aux Fonds (note 21)	12 350	1 456
Dettes à long terme (note 22)	32 055	32 188
Provision pour programme Agri-stabilité (note 7)	18 935	35 973
Provision pour programme Agri-investissement (note 7)	31 276	36 202
Provision pour programme Agri-Québec (note 7)	76 415	42 667
Provision pour programme Agri-Québec Plus (note 7)	15 777	10 201
Provision pour garanties de prêts (note 23)	74 636	73 342
Provision pour vacances	4 731	4 794
Provision pour congés de maladie (note 24)	14 147	15 136
	588 675	545 647
ACTIFS FINANCIERS NETS	475 889	330 819
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 25)	6 179	5 184
EXCÉDENT CUMULÉ (note 9)	482 068	336 003

Compte dédié aux garanties de prêts (note 26)

Obligations contractuelles (note 27)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Ernest Desrosiers
Président-directeur général



Martin Cartier
Vice-président du conseil d'administration

La Financière agricole du Québec

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

	2017		2016
	Budget	Réel	Réel
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	330 819	330 819	76 746
Excédent de l'exercice	103 203	146 065	255 984
Variation due aux immobilisations			
Acquisitions		(2 207)	(3 353)
Produit de disposition d'immobilisations		7	11
Gain sur disposition d'immobilisations		(7)	(11)
Amortissement		1 212	1 442
		(995)	(1 911)
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	103 203	145 070	254 073
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	434 022	475 889	330 819

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La Financière agricole du Québec

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

	2017	2016
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	146 065	255 984
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie :		
Amortissement des immobilisations	1 212	1 442
Gain sur disposition d'immobilisations	(7)	(11)
Gain sur disposition de billets à terme adossés à des actifs	(7 822)	(365)
Perte de valeur sur placement en billets à terme adossés à des actifs	26	–
Quote-part des résultats des placements en participation	(783)	(884)
Variation de la provision pour garanties de prêts	1 294	1 685
	139 985	257 851
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement (note 28)	(23 525)	18 839
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	116 460	276 690
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
À recevoir de Capital Financière agricole inc.	1 403	2 969
Encaissements de prêts et ouverture de crédit	42 124	41 237
Ouverture de crédit	(39 500)	(39 000)
Produit de disposition de billets à terme adossés à des actifs	77 763	1 915
Acquisition de placements	(195 711)	(191 235)
Produit de disposition de placements	–	80
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(113 921)	(184 034)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations	(2 252)	(3 326)
Produit de disposition d'immobilisations	7	11
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(2 245)	(3 315)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts temporaires	(38 974)	990
Emprunts effectués	16	2 859
Emprunts remboursés	(149)	(99)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(39 107)	3 750
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(38 813)	93 091
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	132 604	39 513
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	93 791	132 604
La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin comprennent :		
Encaisse	32 687	56 535
Dépôts à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec	7	31
Acceptations bancaires	32 139	38 179
Billets à escompte	28 958	37 859
	93 791	132 604

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Financière agricole du Québec est une personne morale, constituée en vertu de la *Loi sur La Financière agricole du Québec* (RLRQ, chapitre L-O.1). La Société est gérée en partenariat avec le milieu agricole et a principalement pour mission de soutenir et de promouvoir, dans une perspective de développement durable, le développement du secteur agricole et agroalimentaire. Elle met à la disposition des entreprises des produits et des services en matière de protection du revenu, d'assurances, de capital de risque et de financement agricole et forestier adaptés à la gestion des risques inhérents à ce secteur d'activité.

Également, la Société assure à un prêteur le remboursement des pertes de principal et des intérêts résultant d'un prêt agricole ou forestier ainsi que de certaines dépenses admises par le programme. En vertu de sa loi, la Société doit maintenir un compte exclusivement dédié à la couverture des risques éventuels de pertes découlant des engagements financiers bénéficiant de la garantie de remboursement (Compte dédié).

De plus, La Financière agricole administre, à titre de fiduciaire, le Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et le Fonds d'assurance récolte, lesquels font l'objet d'états financiers distincts. En vertu de leur programme respectif, la Société assume une partie des primes annuelles.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Aux fins de la préparation de ses états financiers consolidés, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont l'établissement des dépenses de programmes, des provisions pour les programmes, pour les garanties de prêts, les vacances et les congés de maladie, la contribution du gouvernement du Canada et la contribution à recevoir de celui-ci, ainsi que de la moins-value durable sur les placements.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de La Financière agricole du Québec, Capital Financière agricole inc. et Financière agricole du Québec - Développement international.

MÉTHODE DE CONSOLIDATION

Les comptes de La Financière agricole et de Financière agricole du Québec - Développement international sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers. Les opérations et les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

La participation dans Capital Financière agricole inc. est comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La quote-part du résultat net de l'entreprise revenant à la Société est comptabilisée aux résultats. Cette méthode ne requiert aucune harmonisation des méthodes comptables de l'entité avec celles de la Société.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers afin d'en minimiser l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière. Elle gère ses risques financiers selon des paramètres précis, tels qu'on les présente à la note 30, et n'effectue aucune opération à des fins spéculatives ni n'utilise d'instruments dérivés.

Les actifs et les passifs financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers sont constitués de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances et revenus de placement à recevoir, des montants à recevoir de Capital Financière agricole inc., du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles, du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada, des prêts et ouverture de crédit, ainsi que des placements.

Les passifs financiers sont constitués de l'emprunt temporaire, des charges à payer à l'exception des avantages sociaux, des montants dus au gouvernement du Canada et aux Fonds, des dettes à long terme, de la provision pour vacances et enfin de la provision pour garanties de prêts.

REVENUS

a) Contributions des gouvernements

Les contributions des gouvernements sont comptabilisées en totalité lorsqu'elles sont autorisées et que la Société a atteint tous les critères d'admissibilité. Les contributions encaissées afférentes aux obligations non engagées par la Société à la date des états financiers sont inscrites comme étant des revenus reportés lorsque les stipulations répondent à la définition d'un passif.

b) Contributions des participants au programme Agri-stabilité

Les contributions des participants sont comptabilisées aux résultats lorsqu'un paiement relatif à ce programme est effectué ou provisionné. Les contributions reçues pour lesquelles aucune obligation n'est engagée par la Société à la date des états financiers sont inscrites au passif comme étant des revenus reportés.

c) Intérêts et revenus de placement

Les intérêts sur les prêts, les avances et les placements, à l'exception des intérêts sur les billets à terme adossés à des actifs (BTAA), sont constatés lorsqu'ils sont gagnés. Les intérêts sur les placements en BTAA sont constatés lorsque la Société a la certitude de pouvoir les encaisser.

d) Droits administratifs et autres revenus

Ces revenus sont constatés lorsqu'ils sont exigibles ou que le service a été rendu.

CHARGES

a) Contributions et dépenses de programmes

Les contributions aux Fonds sont comptabilisées lorsqu'elles sont exigibles en vertu de leur programme respectif ou de leur loi. Les dépenses de programmes sont portées aux charges de l'exercice lorsqu'elles sont autorisées, que le bénéficiaire a satisfait à tous les critères d'admissibilité et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

b) Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes gouvernementaux interemployeurs à prestations déterminées, compte tenu du fait que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ACTIFS FINANCIERS

a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

b) Prêts et placements

Les prêts sont comptabilisés au coût diminués d'une provision pour pertes, le cas échéant, afin de présenter la valeur de recouvrement nette. Les variations survenues dans les provisions pour moins-value sont constatées à titre de charge dans les résultats. Les placements sont comptabilisés initialement au coût. Lorsque le placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite et la baisse de valeur est constatée à titre de charge dans les résultats.

c) Partenariats commerciaux

Les participations dans Gestion Fira inc. et le Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite, sont comptabilisées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La quote-part du résultat net de l'entreprise revenant à la Société est comptabilisée aux résultats. Cette méthode ne requiert aucune harmonisation des méthodes comptables de l'entité avec celles de la Société.

PASSIFS

a) Comptes des participants à Agri-investissement et Agri-Québec

Les comptes des participants à Agri-investissement et Agri-Québec représentent le solde des comptes appartenant à chaque participant, à la suite des dépôts de ceux-ci, aux versements de la contribution de la Société et des revenus d'intérêts, le tout diminué des retraits effectués par les participants à la date de clôture.

b) Provisions pour programmes Agri-stabilité, Agri-investissement, Agri-Québec et Agri-Québec Plus

Les provisions pour les programmes Agri-stabilité, Agri-investissement, Agri-Québec et Agri-Québec Plus représentent les montants estimés que la Société devra verser après le traitement des informations financières reçues par le participant ou à être transmises par ce dernier pour les années de participation se terminant au cours de l'exercice financier de la Société.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

PASSIFS (SUITE)

c) Provision pour garanties de prêts

À titre de garant, la Société est exposée à la situation économique et aux risques propres aux secteurs agricole et forestier. Si les conditions économiques utilisées pour établir l'estimation de la provision étaient appelées à changer, les pertes réelles sur les prêts garantis pourraient varier par rapport à l'estimation faite.

La provision générale est établie selon la méthode d'actualisation des pertes en considérant un taux d'échec par maturité et de pertes moyennes selon le terme maximal du type de prêt garanti à la fin de l'exercice et un taux d'actualisation annuel de 5 %. Cette méthodologie fait l'objet de validations périodiques et d'une révision quinquennale dans le but de l'obtention d'une certification actuarielle.

La provision spécifique est établie selon une analyse cas par cas des prêts et ouvertures de crédit garantis au 31 mars pour lesquels un montant est en arrérages depuis plus de 180 jours ou lorsque les circonstances font douter de la possibilité de percevoir un jour le capital et les intérêts. La provision spécifique représente le solde du prêt ou de l'ouverture de crédit garanti, diminué de la valeur de réalisation des garanties.

d) Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation selon les hypothèses les plus probables. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

e) Provision pour vacances

La provision pour vacances n'est pas actualisée puisque les journées de vacances accumulées par les employés de la Société sont prises dans l'exercice suivant ou dans un avenir rapproché.

ACTIFS NON FINANCIERS

De part leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations

Les immobilisations suivantes sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes, sauf s'ils sont en cours de développement :

Mobilier et équipement	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Stations météorologiques	10 ans
Développement informatique	entre 5 et 10 ans
Améliorations locatives	entre 1 et 10 ans

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

3. CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le gouvernement du Québec accorde les contributions annuelles en vertu de décrets.

	2017	2016
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :		
Contribution annuelle ⁽¹⁾	437 860	447 353
Contributions afférentes à l'administration des programmes du ministère	160	2 689
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs :		
Contribution annuelle pour l'administration du Programme de financement forestier	1 077	1 400
	439 097	451 442

(1) La contribution annuelle inclut un montant de 4 702 milliers de dollars (2016 : 4 651 milliers de dollars) pour couvrir le coût des intérêts sur le déficit cumulé des opérations antérieures au 31 mars 2010, présenté à la note 9.

4. CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU CANADA

La contribution du gouvernement du Canada s'établit en vertu de l'Accord-cadre fédéral-provincial-territorial sur une politique agricole, agroalimentaire et des produits agro-industriels *Cultivons l'avenir 2* relatif au :

	2017	2016
Programme Agri-protection pour :		
la contribution au programme	19 740	21 330
la contribution à l'administration	7 221	7 043
	26 961	28 373
Programme Agri-stabilité pour :		
la contribution au programme (note 7)	9 018	14 509
la contribution à l'administration	3 147	3 258
	12 165	17 767
Programme Agri-investissement pour :		
la contribution au programme (note 7)	20 091	20 496
la contribution à l'administration	1 165	1 122
	21 256	21 618
	60 382	67 758

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

5. REVENUS DE PLACEMENT

	2017	2016
Revenus de placement des fonds confiés à la Caisse	11 207	16 804
Revenu d'intérêts:		
Billets à terme adossés à des actifs	549	338
Placements temporaires	2 406	1 681
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 052	676
Prêts et ouverture de crédit	210	230
Gain sur disposition de billets à terme adossés à des actifs	7 822	365
	23 246	20 094

Les revenus de placement des fonds confiés à la Caisse se détaillent comme suit:

	2017		
	Compte dédié	Réserve	Total
Revenus nets de placement			
Revenu fixe	1 741	1 445	3 186
Actifs réels	1 202	–	1 202
Actions	1 426	900	2 326
Autres placements	1 239	291	1 530
	5 608	2 636	8 244
Gains à la vente de placements			
Revenu fixe	267	22	289
Actifs réels	666	–	666
Actions	1 490	146	1 636
Autres placements	406	(42)	364
	2 829	126	2 955
Intérêts sur dépôts à vue du fonds général	4	4	8
	8 441	2 766	11 207

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

5. REVENUS DE PLACEMENT (SUITE)

	2016		
	Compte dédié	Réserve	Total
Revenus nets de placement			
Revenu fixe	2 024	293	2 317
Actifs réels	459	–	459
Actions	1 332	170	1 502
Autres placements	637	(230)	407
	4 452	233	4 685
Gains à la vente de placements			
Revenu fixe	1 785	–	1 785
Actifs réels	1 435	–	1 435
Actions	7 151	–	7 151
Autres placements	1 712	1	1 713
	12 083	1	12 084
Intérêts sur dépôts à vue du fonds général	19	16	35
	16 554	250	16 804

6. DISTRIBUTION - FONDS D'ASSURANCE STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la direction du Fonds a mis fin à la protection pour le produit Veaux de lait. En décembre 2016, selon les dispositions permises au Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles, le conseil d'administration a entériné les modalités de disposition du surplus par le versement du tiers du montant à distribuer aux adhérents et les deux tiers à la Société. Le montant faisant l'objet de la distribution représente 19 250 milliers de dollars.

À la fin de juin 2016, la direction du Fonds a été informée par les représentants de la fédération spécialisée de l'Union des producteurs du secteur Pommes de terre du retrait de la couverture du Fonds à la fin de la période de couverture de l'année d'assurance se terminant le 31 juillet 2016. En mai 2017, le conseil d'administration a entériné les modalités de disposition du surplus du fonds s'élevant à 1 265,5 milliers de dollars au 31 mars 2017 par le versement du tiers du montant à distribuer aux adhérents et des deux tiers à la Société. La distribution s'effectuera au cours du prochain exercice financier.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

7. PROGRAMMES AGRI-STABILITÉ, AGRI-INVESTISSEMENT, AGRI-QUÉBEC ET AGRI-QUÉBEC PLUS

Les estimations de la provision de ces programmes et la contribution du gouvernement du Canada y afférente, selon le cas, sont sujettes à l'incertitude de mesure. Ces estimations peuvent substantiellement changer dans l'avenir si les informations, considérées par la direction pour établir les évaluations, devaient changer de manière significative. Les dépenses de ces programmes peuvent être plus ou moins élevées que les montants estimés, puisque l'évaluation est faite avant que toute l'information nécessaire pour traiter un dossier soit validée.

8. FRAIS D'ADMINISTRATION

	2017	2016
Traitements et avantages sociaux	43 140	43 273
Transport et communication	2 625	2 097
Loyers	3 455	3 216
Services professionnels et administratifs	2 789	2 453
Fournitures et matériel	382	639
Entretien et réparations	323	104
Amortissement des immobilisations	1 212	1 442
	53 926	53 224

La répartition des frais d'administration se détaille comme suit :

	2017	2016
Programmes de financement agricole et forestier	22 018	21 208
Programme d'assurance récolte	12 190	11 984
Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles	5 730	6 567
Programme Agri-stabilité	6 076	6 289
Programme Agri-investissement	1 947	1 876
Programme Agri-Québec	2 125	1 735
Programme Agri-Québec Plus	945	1 137
Autres programmes	81	65
Capital Financière agricole inc.	52	54
Financière agricole du Québec - Développement international	2 762	2 309
	53 926	53 224

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

9. EXCÉDENT CUMULÉ

Le 19 novembre 2009, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation indiquait à la Société que le gouvernement prenait en charge la résorption du déficit cumulé des opérations au 31 mars 2010. À cet effet, une contribution spéciale de 380 millions de dollars a été versée à la Société le 31 mars 2010 établissant le solde du déficit cumulé à 586 490 milliers de dollars à la fin de cet exercice financier. Depuis, ce déficit a été réduit d'un montant de 69 730 milliers de dollars laissant un solde de 516 760 milliers de dollars au 31 mars 2016.

Également, tout surplus cumulé après le 31 mars 2010 doit être utilisé pour constituer une réserve afin de contrer les risques exceptionnels. À la suite d'une analyse actuarielle, le conseil d'administration a adopté, sous réserve des autorisations gouvernementales, la création et la capitalisation d'une réserve (Réserve) d'un montant maximum de 317 millions de dollars pour gérer les risques relatifs aux obligations financières de la Société pour les programmes d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA), Agri-stabilité, Agri-investissement, Agri-Québec et Agri-Québec Plus (AGRI).

Le 27 mai 2015, le gouvernement du Québec a donné son accord pour la création de celle-ci en fonction de la disponibilité des liquidités nécessaires provenant des excédents annuels générés par la Société. Une fois la capitalisation de la Réserve complétée, le solde du déficit cumulé des opérations au 31 mars 2010 à la charge du gouvernement sera résorbé à partir des excédents annuels générés par la Société. À la fin de l'exercice précédent, le compte de la Réserve s'élevait à 170 millions de dollars.

Au 31 mars 2017, La Financière agricole a complété la capitalisation du compte de la Réserve au montant maximum autorisé de 317 millions de dollars, conformément à la Politique sur la gestion de la réserve pour le programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles et les programmes Agri-stabilité, Agri-investissement, Agri-Québec et Agri-Québec Plus (réserve) laissant ainsi un excédent cumulé disponible de plus de 581 millions permettant de résorber en entier le déficit cumulé au 31 mars 2010.

Enfin, la Société détient une autre réserve afin de respecter les engagements financiers à l'égard des garanties de prêts accordées. Cette réserve, jusqu'à concurrence de 100 millions de dollars, correspond à l'excédent du Compte dédié sur la provision pour garanties de prêts et est ajustée au 31 mars de chaque fin d'année financière, conformément à la Politique de capitalisation du Compte dédié adoptée par le conseil d'administration.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

9. EXCÉDENT CUMULÉ (SUITE)

	2017				
	Évolution du déficit cumulé des opérations antérieures au 31 mars 2010	Évolution de l'excédent cumulé des opérations depuis le 1 ^{er} avril 2010	Réserve attribuable aux risques exceptionnels à l'ASRA et aux AGRI	Réserve attribuable aux garanties de prêts	Total
Solde au début	(516 760)	582 719	170 044	100 000	336 003
Répartition des résultats :					
Attribuable au déficit cumulé au 31 mars 2010 :					
Contribution du gouvernement du Québec (note 3)	4 702	–	–	–	4 702
Intérêts	(4 702)	–	–	–	(4 702)
Attribuable aux opérations de l'exercice courant	–	146 065	–	–	146 065
Excédent de l'exercice	–	146 065	–	–	146 065
Montant transféré à la réserve	–	(146 956)	146 956	–	–
	(516 760)	581 828	317 000	100 000	482 068
Montant affecté au remboursement du déficit	516 760	(516 760)	–	–	–
Solde à la fin	–	65 068	317 000	100 000	482 068

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

9. EXCÉDENT CUMULÉ (SUITE)

	2016				
	Évolution du déficit cumulé des opérations antérieures au 31 mars 2010	Évolution de l'excédent cumulé des opérations depuis le 1 ^{er} avril 2010	Réserve attribuable aux risques exceptionnels à l'ASRA et aux AGRI	Réserve attribuable aux garanties de prêts	Total
Solde au début	(516 760)	496 779	–	100 000	80 019
Répartition des résultats :					
Attribuable au déficit cumulé au 31 mars 2010 :					
Contribution du gouvernement du Québec (note 3)	4 651	–	–	–	4 651
Intérêts relatifs au déficit cumulé au 31 mars 2010	(4 651)	–	–	–	(4 651)
Attribuable aux opérations de l'exercice courant	–	255 984	–	–	255 984
Excédent de l'exercice	–	255 984	–	–	255 984
Montant transféré à la réserve	–	(170 044)	170 044	–	–
Solde à la fin	(516 760)	582 719	170 044	100 000	336 003

La réserve attribuable aux garanties de prêts est composée des éléments suivants:

	2017	2016
Compte dédié aux garanties de prêts (note 26)	174 636	173 342
Provision pour garanties de prêts (note 23)	(74 636)	(73 342)
	100 000	100 000

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

10. CRÉANCES ET REVENUS DE PLACEMENT À RECEVOIR

	2017	2016
Comptes clients	3 374	2 132
Revenus de placement		
Caisse de dépôt et de placement du Québec	1 045	299
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires	578	432
Ouverture de crédit	82	77
Billets à terme adossés à des actifs	–	39
	1 705	847
	5 079	2 979

11. À RECEVOIR DE CAPITAL FINANCIÈRE AGRICOLE INC.

	2017	2016
Portant intérêt aux taux de 0,93 % et de 0,95 %, échu le 26 avril 2016	–	1 400
Sans intérêt, remboursable annuellement jusqu'à concurrence de la marge bénéficiaire de l'année courante, majorée de la créance de cette même année	60	63
	60	1 463

12. À RECEVOIR DU FONDS D'ASSURANCE STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES

	2017	2016
Sans intérêt ni modalité de remboursement	194	260
Portant intérêt à des taux variant entre 1,13 % et 1,26 %, échéants jusqu'au 27 juin 2017 (2016: 1,1 % à 1,15 %, échus jusqu'au 31 mai 2016)	208 160	103 795
	208 354	104 055
Distribution à recevoir (note 6)	993	–
	209 347	104 055

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

13. À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU CANADA

	2017	2016
Sans intérêt ni modalité de remboursement		
En vertu de l'Accord-cadre fédéral-provincial-territorial sur une politique agricole, agroalimentaire et des produits agro-industriels <i>Cultivons l'avenir 2</i> relatif au :		
Programme Agri-stabilité	51 383	49 833
Programme Agri-investissement	20 339	24 069
Programme Agri-protection	244	608
Programme Agri-risques	544	820
Autres	68	79
	72 578	75 409

14. PRÊTS ET OUVERTURE DE CRÉDIT

	2017	2016
Ouverture de crédit autorisée de 40 millions de dollars, portant intérêt au taux de 2,45 %, échéant le 30 juin 2017, garantie par deux hypothèques mobilières (2016: 2,45 %, échu le 30 juin 2016)	39 500	39 000
Prêts sans intérêt, remboursables en quatre versements égaux, consécutifs et exigibles le 31 mars de chaque année, échéants le 31 mars 2017	2 747	5 809
Prêts portant intérêt à des taux variant entre 2,5 % et 8 %, échéants jusqu'en 2022	46	108
	42 293	44 917

	2017	2016
Solde des prêts et de l'ouverture de crédit dont l'échéance est de :		
moins d'un an	42 262	41 945
entre 1 et 5 ans	31	2 939
plus de 5 ans	–	33
	42 293	44 917

Les prêts avec intérêt ont été accordés en vertu de la *Loi sur le crédit agricole* et de la *Loi sur le crédit forestier*, dont l'application a pris fin respectivement le 10 août 1988 et le 29 juin 1984, et viendront à échéance au plus tard en avril 2018 et en janvier 2022. Le capital et les intérêts garantis par le Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec s'élèvent à 10 milliers de dollars (2016: 64 milliers de dollars).

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

15. PLACEMENTS

	2017		
	affectés	non affectés	total
Acceptations bancaires, à des taux variant entre 0,81 % et 0,95 %, échéants jusqu'au 30 juin 2017	–	77 530	77 530
Billets à escompte à des taux variant entre 0,84 % et 1,00 %, échéants jusqu'au 6 juillet 2017	–	55 273	55 273
Billets à terme adossés à des actifs	–	1 246	1 246
Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec	486 913	248	487 161
Placements en participation	–	20 067	20 067
	486 913	154 364	641 277

	2016		
	affectés	non affectés	total
Acceptations bancaires au taux de 0,86 %, échus le 10 juin 2016	–	10 754	10 754
Billets à escompte à des taux variant entre 0,65 % et 0,86 %, échus jusqu'au 19 juillet 2016	–	77 586	77 586
Billets à terme adossés à des actifs	6 642	64 571	71 213
Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec	336 744	–	336 744
Placements en participation	–	18 453	18 453
	343 386	171 364	514 750

	2017	2016
Les placements sont affectés aux paiements suivants :		
Garanties de prêts (note 1)	169 913	173 342
Contributions à l'ASRA et aux AGRI (note 9)	317 000	170 044
	486 913	343 386

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

15. PLACEMENTS (SUITE)

BILLETS À TERME ADOSSÉS À DES ACTIFS

Les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) sont assortis d'échéances conçues pour correspondre aux échéances des actifs sous-jacents et viendront à échéance jusqu'au 15 juillet 2056.

Les billets de catégories A-1, A-2 et B portent intérêt au taux des acceptations bancaires moins 0,50 %. Les billets de catégorie C portent intérêt au taux des acceptations bancaires plus 20 %. Ces intérêts sont cumulatifs et payables seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1, A-2 et B auront été réglés intégralement. Quant aux billets des actifs inadmissibles, ils portent intérêt à un taux qui sera rajusté en fonction du rendement des actifs sous-jacents.

Pour établir la valeur des billets, la direction a estimé le montant qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur la valeur nominale. À la suite de l'évaluation, la Société a constaté une baisse de valeur durable de 26 milliers de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2017 contrairement à aucune baisse de valeur au 31 mars 2016. Elle est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2017 en fonction de l'information disponible à ce jour. La moins-value est estimée selon une technique d'évaluation qui tient compte de la qualité du crédit des actifs sous-jacents, de certaines hypothèses et probabilités.

	2017		2016	
	Valeur nominale	Valeur comptable	Valeur nominale	Valeur comptable
Véhicules d'actifs-cadres 2				
Catégorie A-1	–	–	34 460	34 460
Catégorie A-2	–	–	32 801	32 747
Catégorie B	–	–	5 954	–
Catégorie C	588	–	2 267	–
Actifs inadmissibles	804	185	1 535	282
Véhicules d'actifs-cadres 3				
Actifs inadmissibles	3 945	1 061	4 652	1 672
	5 337	1 246	81 669	69 161
Autres	–	–	2 052	2 052
	5 337	1 246	83 721	71 213

Évolution de la valeur nominale et de la valeur comptable

	2017		2016	
	Valeur nominale	Valeur comptable	Valeur nominale	Valeur comptable
Solde au début	83 721	71 213	85 671	72 763
Disposition	(77 732)	(69 941)	(1 915)	(1 550)
Radiation	(652)	–	(35)	–
Perte de valeur de l'exercice	–	(26)	–	–
Solde à fin	5 337	1 246	83 721	71 213

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

15. PLACEMENTS (SUITE)

DÉPÔTS À PARTICIPATION À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Les dépôts à participation sont placés dans deux fonds particuliers à la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) et sont exprimés en unités. Les unités sont remboursables sur préavis de cinq jours ouvrables avant le premier jour du mois suivant, à la valeur marchande de l'avoir net du fonds particulier à la fin de chaque mois.

Au 31 mars 2017, la valeur marchande des dépôts à participation du Compte dédié est de 199 009 milliers de dollars (2016: 188 200 milliers de dollars) et du compte de la Réserve est de 322 462 milliers de dollars (2016: 170 160 milliers de dollars). La direction considère que ces dépôts n'ont pas subi de moins-value durable au 31 mars 2017.

Le placement dans les dépôts à participation du Compte dédié contient des BTAA. Dans le cadre du plan de restructuration, la Caisse a pris des engagements associés aux BTAA, dont la quote-part attribuée à la Société est devenue échue avant terme suite à l'encaissement des trocs de défaillance de crédit (2016: 5 918 milliers de dollars).

PLACEMENTS EN PARTICIPATION

La Société détient 90,1 % des actions dans l'entreprise publique Capital Financière agricole inc., dont la mission est de soutenir, sous forme de capital de risque, des projets structurants pour le développement de la production agricole, de la transformation en région et de produits et services en amont ou en aval du secteur agricole.

La Société détient également 33,33 % des actions de Gestion Fira inc., une société privée agissant à titre de commandite ainsi que 33,33 % des parts dans le partenariat commercial Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite. Ce partenariat a été constitué principalement pour permettre à de jeunes entrepreneurs d'acquérir une entreprise agricole au stade de démarrage ou déjà établie. Les activités de la société en commandite consistent à effectuer des prêts, à investir sous forme d'équité ou de quasi-équité, ou à effectuer des opérations de location-achat de terres agricoles dans le contexte de démarrage et de transfert d'entreprises agricoles situées au Québec. Au cours de l'exercice, la Société a effectué un investissement dans le fonds de 1,4 million de dollars (2016: 1,7 million de dollars) et a reçu 569,3 milliers de dollars en distribution de capital.

	2017	2016
Capital Financière agricole inc. ⁽¹⁾	14 595	13 742
Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite et Gestion Fira inc. ⁽²⁾	5 472	4 711
	20 067	18 453

	2017			
	Revenus	Charges	Résultats	Quote-part des résultats
Capital Financière agricole inc. ⁽¹⁾	2 016	1 069	947	853
Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite et Gestion Fira inc. ⁽²⁾	385	595	(210)	(70)
	2 401	1 664	737	783

(1) Selon les états financiers audités du 31 mars 2017, retraités selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

(2) Selon les états financiers audités du 30 septembre 2016, ajustés en fonction des résultats intérimaires du 31 mars 2017.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

15. PLACEMENTS (SUITE)

PLACEMENTS EN PARTICIPATION (SUITE)

	2016			
	Revenus	Charges	Résultats	Quote-part des résultats
Capital Financière agricole inc. ⁽¹⁾	1 548	486	1 062	957
Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite et Gestion Fira inc. ⁽²⁾	346	564	(218)	(73)
	1 894	1 050	844	884

(1) Selon les états financiers audités du 31 mars 2016, retraités selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

(2) Selon les états financiers audités du 30 septembre 2015, ajustés en fonction des résultats intérimaires du 31 mars 2016.

	2017			2016
	Actifs	Passifs	Avoir net	Avoir net
Capital Financière agricole inc. ⁽¹⁾	16 129	207	15 922	14 974
Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite et Gestion Fira inc. ⁽²⁾	16 402	1 378	15 024	9 105
	32 531	1 585	30 946	24 079

(1) Selon les états financiers audités du 31 mars 2017, retraités en IFRS

(2) Selon les états financiers audités du 30 septembre 2016

16. EMPRUNT TEMPORAIRE

	2017	2016
Billet à escompte au taux de 0,88 % échu le 29 avril 2016	–	38 974

En vertu du décret 612-2016 du gouvernement du Québec, daté du 29 juin 2016, la Société est autorisée à contracter jusqu'au 30 juin 2017, des emprunts à court terme auprès d'institutions financières et d'autres prêteurs ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec. D'un montant initial autorisé de 350 millions de dollars (2016: 520 millions de dollars), le niveau du régime d'emprunts ainsi que les limites applicables diminuent au fur et à mesure que La Financière agricole capitalise la Réserve d'un montant équivalent. Au 31 mars 2017, le compte de la Réserve ayant atteint 317 millions de dollars avec une capitalisation additionnelle de 147 millions de dollars (2016: 170 millions de dollars), le régime d'emprunts se situe donc à 203 millions de dollars.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

16. EMPRUNT TEMPORAIRE (SUITE)

Les limites du régime d'emprunt représentent les montants exclusivement réservés aux besoins financiers suivants :

	2017	2016
Fonds fiduciaires	155 000	302 000
Ouverture de crédit	40 000	40 000
Capital Financière agricole inc.	8 000	8 000
	203 000	350 000

17. CHARGES À PAYER

	2017	2016
Programme d'appui financier à la relève agricole	601	2 611
Contribution au paiement de l'intérêt	584	746
Programme Agri-stabilité	180	195
Traitements	1 375	882
Avantages sociaux	583	525
Fournisseurs	1 689	1 486
Autres	278	241
	5 290	6 686

18. COMPTES DES PARTICIPANTS AU PROGRAMME AGRI-INVESTISSEMENT

	2017	2016
Solde au début	64 626	58 544
Dépôts des participants	38 717	31 265
Contributions versées par La Financière agricole du Québec	38 412	31 295
Intérêts distribués dans les comptes des participants	338	298
Retraits des participants	(77 546)	(56 776)
	64 547	64 626

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

19. COMPTES DES PARTICIPANTS AU PROGRAMME AGRI-QUÉBEC

	2017	2016
Solde au début	141 162	147 689
Dépôts des participants	109 236	37 675
Contributions versées par La Financière agricole du Québec	108 603	37 906
Intérêts distribués dans les comptes des participants	764	747
Retraits des participants	(169 165)	(82 855)
Solde à la fin	190 600	141 162

20. REVENUS REPORTÉS

	2017	2016
Contributions des participants au programme Agri-stabilité		
Solde au début	41 047	32 230
Ajustements de contribution	(33)	(86)
Contributions versées par les participants	8 303	7 799
Contributions utilisées au paiement du programme	(3 030)	(2 925)
Contributions utilisées provisionnées	861	4 029
Solde à la fin	47 148	41 047
Droits administratifs	69	49
Contribution du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec	–	103
Autres revenus	147	261
	47 364	41 460

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

21. DÛ AUX FONDS

	2017	2016
Fonds d'assurance récolte		
Sans intérêt ni modalité de remboursement	2 168	739
Portant intérêt aux taux de 1,006 % et de 1,007 %, échéants jusqu'au 15 juin 2017	8 000	–
	10 168	739
Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles, sans intérêt ni modalité de remboursement	2 182	717
	12 350	1 456

22. DETTES À LONG TERME

	2017	2016
Dû au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	6 109	6 166
Dû au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	65	65
Dû au ministère des Finances du Québec		
Sans intérêt ni modalité de remboursement	100	100
Sans intérêt, remboursable au plus tard le 31 décembre 2021	10 000	10 000
Sans intérêt, remboursable à la fin du mandat du Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite	15 338	15 322
Emprunts auprès de la Société québécoise des infrastructures, portant intérêt à des taux variant de 2,15 % à 3,33 %, remboursables par versements mensuels variant de 878 \$ à 3 372 \$, échéants jusqu'au 1 ^{er} mars 2027	443	535
	32 055	32 188

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

22. DETTES À LONG TERME (SUITE)

Les versements en capital à effectuer au cours des exercices subséquents se détaillent comme suit :

2018	62	
2019	63	
2020	63	
2021	34	
2022	10 034	
2023 et suivants	187	
Indéterminés	21 612	
	32 055	

23. PROVISION POUR GARANTIES DE PRÊTS

	2017	2016
Solde au début	73 342	71 657
Débours de garanties	(1 209)	(553)
Recouvrement	48	18
Provision pour garanties de prêts	2 455	2 220
Solde à la fin	74 636	73 342
La provision se répartit comme suit :		
Provision spécifique	5 201	5 337
Provision générale	69 435	68 005
	74 636	73 342

La provision est établie à l'égard du portefeuille global de prêts et ouvertures de crédit garantis de 4 914,4 millions de dollars (2016 : 4 730,5 millions de dollars) dont 13,1 millions de dollars fait l'objet d'une provision spécifique au 31 mars 2017 (2016 : 17,4 millions de dollars).

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

23. PROVISION POUR GARANTIES DE PRÊTS (SUITE)

GARANTIES DE PRÊTS

Les montants autorisés pour les prêts et ouvertures de crédit se répartissent comme suit :

	2017		2016	
	Montant utilisé	Montant inutilisé	Montant utilisé	Montant inutilisé
Prêts	4 895 611	480 993	4 714 354	398 605
Ouvertures de crédit	18 772	23 357	16 180	14 911
	4 914 383	504 350	4 730 534	413 516

La durée de la garantie correspond à la durée restante des prêts et ouvertures de crédit qui se répartit comme suit :

	2017	2016
moins de 5 ans	345 650	367 971
entre 5 et 10 ans	1 112 091	1 171 324
entre 10 et 15 ans	1 560 443	1 503 899
entre 15 et 20 ans	1 618 828	1 526 725
20 ans et plus	277 371	160 615
	4 914 383	4 730 534

Les soldes en principal et intérêt des prêts et ouvertures de crédit garantis portent intérêt aux taux suivants :

	2017	2016
moins de 4 %	3 861 122	3 928 344
de 4 % à 5,99 %	27 593	50 977
6 % et plus	261	814
taux variable établi selon les modalités du programme de financement en vertu duquel le prêt a été autorisé suivant les fluctuations du taux préférentiel	1 025 407	750 399
	4 914 383	4 730 534

La Société dispose de certains recours qui lui permettent de recouvrer, auprès de tiers, des sommes versées aux prêteurs à la suite de la mise en jeu de la garantie.

La nature des actifs détenus à titre de sûreté par les prêteurs se compose notamment d'unités d'exploitation agricole ou forestière, de quotas laitiers et de cautions. La Société garantit la perte résiduelle du prêteur.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

24. PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

Les membres du personnel de la Société bénéficient d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme, dont les coûts sont assumés en totalité par la Société.

Le programme permet aux employés de niveau professionnel d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement. Ce droit à l'accumulation cesse lorsque l'employé devient un membre du personnel d'encadrement. Les jours accumulés dans les banques de maladie de ces employés peuvent être monnayés à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ en préretraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Ces employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

Quant aux fonctionnaires, depuis le 1^{er} avril 2017, ils peuvent accumuler annuellement les journées non utilisées de congé de maladie auxquelles ils ont droit annuellement, et ce, jusqu'à un maximum de 20 jours en banque. Toutes les journées accumulées et excédentaires seront payables l'année suivante et il n'y aura aucune possibilité de les utiliser dans un contexte de départ en préretraite. En ce qui concerne les banques de journées de maladie accumulés au 31 mars 2017, des dispositions transitoires sont prévues afin qu'elles soient épuisées d'ici le 1^{er} avril 2022, soit par une utilisation ou un transfert, sinon elles seront payables à 70 %.

La provision pour congés de maladie ne fait pas l'objet d'une capitalisation distincte pour en assurer le paiement.

	2017	2016
Solde au début	15 136	17 028
Prestations acquises	402	109
Prestations versées	(1 391)	(2 001)
Solde à la fin	14 147	15 136

PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES

La provision pour congés de maladie est estimée en considérant des strates d'âge, actualisées annuellement, et des principales hypothèses suivantes :

Taux d'indexation variant de 2,55 % à 4,05 % (2016 : 3,30 % à 4,30 %);

Taux d'actualisation variant de 0,94 % à 3,44 % (2016 : 1,01 % à 3,39 %);

Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs variant de 1 à 34 ans (2016 : 2 à 33 ans).

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

25. IMMOBILISATIONS

	2017		
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier et équipement	958	803	155
Équipement informatique	1 423	897	526
Stations météorologiques	608	81	527
Développement informatique	16 993	12 327	4 666
Améliorations locatives	841	536	305
	20 823	14 644	6 179

	2016		
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier et équipement	948	747	201
Équipement informatique	1 289	686	603
Stations météorologiques	562	27	535
Développement informatique	15 091	11 659	3 432
Améliorations locatives	841	428	413
	18 731	13 547	5 184

	2017		2016	
	Acquisitions	Dispositions	Acquisitions	Dispositions
Mobilier et équipement	9	–	94	98
Équipement informatique	250	115	460	1 262
Stations météorologiques	46	–	434	–
Développement informatique	1 902	–	1 525	–
Améliorations locatives	–	–	841	–
	2 207	115	3 354	1 360

Au 31 mars 2017, un montant de 3 364 milliers de dollars (2016 : 1 800 milliers de dollars) en développement informatique n'est pas amorti compte tenu que les travaux sont en cours de réalisation.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

26. COMPTE DÉDIÉ AUX GARANTIES DE PRÊTS

	2017	2016
Solde au début	173 342	171 657
Débours de garanties (note 23)	(1 209)	(553)
Revenus de placement	8 575	16 636
Recouvrement (note 23)	48	18
Produit de disposition de placements en BTAA	438	39
Montant retiré au cours de l'exercice	(5 000)	–
Montant excédentaire ⁽¹⁾	(1 558)	(14 455)
Solde à la fin	174 636	173 342

Le Compte dédié est composé des éléments suivants :

	2017	2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 640	4 881
Revenus de placement à recevoir	641	299
Billets à escompte	–	9 029
Billets à terme adossés à des actifs	–	6 888
Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec	169 913	166 700
	176 194	187 797
Montant excédentaire ⁽¹⁾	(1 558)	(14 455)
	174 636	173 342

En plus des revenus de placement du Compte dédié, la capitalisation du compte est assurée par une contribution annuelle de La Financière agricole correspondant à la somme de 1,43 % du montant autorisé des prêts, dont le premier déboursement a été effectué par le prêteur au cours de l'exercice précédent, et de 1,25 % du solde des ouvertures de crédit consenties par le prêteur au 31 mars de l'exercice précédent, tel que prévu à la Politique de capitalisation du Compte dédié. Aux 31 mars 2017 et 2016, les rendements obtenus ayant été supérieurs aux débours de garanties, aucun montant n'a été versé au Compte dédié.

(1) Ce montant représente l'excédent du maximum permis de 100 millions de dollars de la réserve attribuable aux garanties de prêts en vertu de la Politique de capitalisation du Compte dédié. Ce montant est retiré du Compte dédié au début de l'exercice subséquent.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

27. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les engagements à l'égard du Programme d'appui financier à la relève agricole à titre de subventions de capital imputables aux prochains exercices financiers totalisent 6 432 milliers de dollars (2016: 6 454 milliers de dollars). Le versement de ces montants est conditionnel à la présentation de pièces justificatives qui peut s'effectuer sur une période maximale de cinq ans. Conséquemment, les montants à verser annuellement sont indéterminables.

Les obligations contractuelles relatives aux opérations courantes totalisent 793 milliers de dollars et les versements prévus au cours des prochains exercices se détaillent comme suit:

2018	623
2019	98
2020	42
2021	30
	793

28. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

	2017	2016
Variation des actifs financiers et passifs reliés au fonctionnement:		
Créances et revenus de placement à recevoir	(2 100)	144
À recevoir du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles	(105 292)	51 212
À recevoir du gouvernement du Québec	150	1 198
À recevoir du gouvernement du Canada	2 831	(2 304)
Charges à payer	(1 351)	(656)
Comptes des participants au programme Agri-investissement	(79)	6 082
Comptes des participants au programme Agri-Québec	49 438	(6 527)
Revenus reportés	5 904	7 335
Dû au gouvernement du Canada	(228)	780
Dû aux Fonds	10 894	(38 561)
Provision pour programme Agri-stabilité	(17 038)	(2 457)
Provision pour programme Agri-investissement	(4 926)	2 859
Provision pour programme Agri-Québec	33 748	2 823
Provision pour programme Agri-Québec Plus	5 576	(1 071)
Provision pour programmes d'aide aux entreprises bovines	–	(241)
Provision pour vacances	(63)	115
Provision pour congés de maladie	(989)	(1 892)
	(23 525)	18 839

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

28. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

	2017	2016
Autres renseignements:		
Intérêts payés	1 205	1 271
Montant relatif à l'acquisition d'immobilisations inclus dans le poste charges à payer	–	45

29. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de La Financière agricole participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2017, le taux de cotisation de la Société au RREGOP a diminué de 11,12 % à 11,05 % de la masse salariale admissible et le taux du RRPE et du RRAS, qui fait partie du RRPE, a augmenté de 14,38 % à 15,03 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 4,94 % au 1^{er} janvier 2017 (5,73 % au 1^{er} janvier 2016) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour les employeurs. Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2017 correspondant à 9,88 % de la masse salariale admissible (11,46 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2016).

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 3 882 milliers de dollars (2016: 3 416 milliers de dollars). Les obligations de celle-ci envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

30. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

Des politiques, approuvées par le conseil d'administration, ainsi que des mécanismes de contrôle sont en place afin d'appuyer le conseil d'administration en matière de gestion des risques.

La Société dispose d'une politique générale de placement et de financement qui régit ses opérations financières. Cette politique traite des opérations liées à la gestion de l'encaisse et des transactions de placement et de financement à court terme. Elle encadre également les activités de placement à plus long terme pour les sommes déposées à la Caisse. Essentiellement, cette politique vise, d'une part, à optimiser les taux de rendement sur les placements tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par la Société, et d'autre part, à minimiser le recours et le coût du financement à court terme, tout en permettant à la Société de respecter ses engagements financiers.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

30. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUES FINANCIERS (SUITE)

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance. La Société est exposée principalement au risque de crédit relativement aux comptes clients, aux montants à recevoir de Capital Financière agricole inc., du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et des gouvernements du Québec et du Canada, aux prêts et ouverture de crédit, aux BTAA et aux dépôts à participation à la Caisse. Le risque de crédit maximal correspond à la valeur comptable de l'actif, déduction faite de toute provision pour perte.

Le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie, aux acceptations bancaires et aux billets à escompte est limité étant donné que les fonds sont déposés dans des banques à charte canadienne et des institutions financières importantes ayant une cote de crédit élevée.

La Société est peu exposée au risque de crédit à l'égard de ses comptes clients et des prêts consentis. La *Loi sur La Financière agricole du Québec* lui permet d'effectuer compensation à l'égard de toute somme qui lui est due par une entreprise à même un montant auquel cette même entreprise a droit en vertu d'une loi qu'elle administre. De plus, la gestion des créances de ses clients est encadrée par une politique approuvée par le conseil d'administration.

L'ouverture de crédit émise est d'une durée d'un an et elle est remboursée en totalité à la fin du terme. Avant chaque émission, la Société analyse les informations au dossier et les besoins financiers, réduisant ainsi le risque de crédit.

La Société est peu exposée au risque de crédit à l'égard des montants à recevoir du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et des gouvernements du Québec et du Canada, compte tenu des facilités de crédit de chacun.

La concentration du risque de crédit survient lorsqu'un groupe de débiteurs, qui exercent des activités similaires, est situé dans le même secteur géographique ou qu'ils ont des caractéristiques économiques semblables. Un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influencer de la même façon leur capacité de remplir leurs engagements contractuels.

La concentration du risque de crédit liée aux comptes clients n'est pas présentée compte tenu que le solde de ceux-ci à la date de clôture est peu significatif.

Les placements de la Société font l'objet d'une surveillance continue par le conseil d'administration et le comité de vérification.

Concernant les dépôts à participation à la Caisse, la Société gère en partie le risque de crédit en déterminant la composition de ses portefeuilles de référence réduisant ainsi l'exposition au risque à un niveau jugé acceptable par celle-ci. L'analyse du risque de crédit et de la concentration sont effectuées globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère. Étant donné que l'actif net des fonds particuliers du Compte dédié et de la Réserve est investi dans des portefeuilles sous-jacents, les fonds sont indirectement exposés au risque de crédit. Seule l'exposition directe aux risques découlant des instruments financiers de ces fonds est présentée. L'exposition de la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

Par ailleurs, tous les instruments financiers détenus directement par les fonds particuliers sont transigés avec la Caisse, laquelle bénéficie d'une cote de crédit AAA.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

30. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUES FINANCIERS (SUITE)

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance ou en vertu d'un programme ou des dépenses administratives. Les liquidités de la Société sont assurées, notamment par la contribution annuelle du gouvernement du Québec et la contribution du gouvernement fédéral pour l'administration des programmes fédéraux.

La gestion des liquidités est effectuée quotidiennement en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant aux facilités de crédit de la Société. La direction gère étroitement les liquidités au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements. Des prévisions budgétaires et de trésorerie sont établies afin d'avoir l'assurance de disposer des liquidités nécessaires pour satisfaire à ses obligations. Pour ce faire, la Société a mis en place des pratiques permettant de mesurer, de contrôler et de prévoir un niveau adéquat des liquidités. Aux 31 mars 2016 et 2017, la Société ne dispose d'aucun crédit bancaire pour ses opérations courantes. L'échéance des charges à payer est de moins de 30 jours. La portion des dettes à long terme remboursable au cours de l'exercice, présentée à la note 22, est non significative sur la gestion des liquidités. Quant aux autres passifs financiers, leur échéance dépend de la date de traitement des dossiers et peuvent s'étendre au-delà du prochain exercice. Au 31 mars 2017, la Société est peu exposée au risque de liquidité compte tenu de ses actifs financiers en trésoreries et équivalents de trésoreries et en placements et ainsi que du versement de 25 % et plus de la contribution annuelle du gouvernement provincial dans les 30 jours suivant le début de l'exercice financier, et enfin, des prêts inter-fonds permis par sa loi.

Concernant les placements à la Caisse, la Société s'assure, au moyen d'analyses et de projections des flux de trésorerie, d'être en mesure d'avoir accès à des liquidités en ayant dans ses portefeuilles de référence des titres facilement convertibles en trésorerie. Les retraits à la Caisse sont effectués le premier jour de chaque mois, conditionnel à un préavis de cinq jours ouvrables. L'analyse du risque de liquidité des fonds particuliers est effectuée globalement par cette dernière pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère. Étant donné que l'actif net des fonds particuliers du Compte dédié et de la Réserve est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ces fonds sont indirectement exposés au risque de liquidité. L'exposition de la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

c) Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base.

La Société est exposée au risque de marché relativement aux placements en dépôts à participation de la Caisse. La Caisse gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée pour tous les portefeuilles spécialisés. Les principaux éléments contribuant au risque, tel que les secteurs d'activités, les régions géographiques et les émetteurs sont pris en compte.

La politique de placement de la Société encadre la composition des portefeuilles de référence, lesquels correspondent à la répartition cible à long terme par catégorie d'actifs, ainsi qu'aux déviations minimales et maximales permises par rapport aux pondérations cibles. Ces dernières tiennent compte des positions prises au comptant et en instruments financiers dérivés. Les portefeuilles de référence incluent également le niveau d'exposition cible aux devises. La proportion des catégories d'actifs composant les portefeuilles de référence détermine le niveau d'exposition au risque de marché.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

30. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUES FINANCIERS (SUITE)

c) Risque de marché (suite)

Au 31 mars 2017, la composition des portefeuilles de référence des fonds particuliers, en pourcentage de l'actif net, est la suivante:

	COMPTE DÉDIÉ			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe	50,09 %	43 %	50 %	60 %
Taux	16,91 %	12 %	17 %	24 %
Crédit	18,24 %	13 %	18 %	25 %
Valeurs à court terme	14,94 %	13 %	15 %	20 %
Actifs réels	11,99 %	7 %	13 %	19 %
Immeubles	7,72 %	5 %	8 %	11 %
Infrastructures	4,27 %	2 %	5 %	8 %
Actions	37,05 %	27 %	37 %	44 %
Marchés boursiers	31,32 %	21 %	31 %	38 %
Placements privés	5,73 %	3 %	6 %	9 %
Autres placements	0,87 %	–	–	1,5 %

	RÉSERVE			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe	79,66 %	70 %	80 %	95 %
Taux	10,48 %	7,5 %	10,50 %	13,5 %
Crédit	9,52 %	6,5 %	9,5 %	12,5 %
Valeurs à court terme	59,66 %	50 %	60 %	70 %
Actions				
Marchés boursiers	20,3 %	5 %	20 %	30 %
Autres	0,04 %	–	–	–

Le risque de marché est mesuré par la Caisse au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et de leurs corrélations. La VaR est une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir un portefeuille, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnée. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel de la Caisse pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas. La Caisse évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le fonds particulier.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

30. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUES FINANCIERS (SUITE)

c) Risque de marché (suite)

La Caisse utilise la méthode de la simulation historique pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille du fonds particulier des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un jour.

Trois types de mesure du risque sont calculés :

- Le risque absolu ou la VaR absolue du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel du fonds particulier.
- Le risque absolu ou la VaR absolue du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence du fonds particulier.
- Le risque actif ou la VaR de la gestion active, représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel du fonds particulier. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif des fonds particuliers sont mesurés régulièrement et sont sujets à diverses limites. Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne peuvent permettre d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que les portefeuilles des fonds particuliers subiraient si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché, ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du niveau de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes des portefeuilles réels des fonds particuliers pourraient excéder les estimations présentées.

Le risque absolu et le risque actif des fonds particuliers découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels les fonds particuliers investissent. Ainsi, les fonds particuliers sont exposés aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR des fonds particuliers.

Au 31 mars 2017, le risque absolu des portefeuilles réels, le risque absolu des portefeuilles de référence ainsi que le risque actif des fonds particuliers du Compte dédié et de la Réserve, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2500 jours, sont respectivement de 17,1 %, 17,8 % et 2,3 % (2016 : de 17,8 %, 17,4 % et 2,5 %) pour le Compte dédié et de 7,7 %, 7,5 % et 1,2 % (2016 : de 7,4 %, 7,2 % et 1,1 %) pour la Réserve.

Étant donné que l'actif net des fonds particuliers sont investis dans des portefeuilles sous-jacents, ces fonds sont indirectement exposés au risque de change, d'intérêt ou de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure globale de la VaR. Par conséquent, seule l'exposition directe aux risques découlant des instruments financiers des fonds particuliers est présentée. L'exposition indirecte aux placements sous-jacents est détaillée dans les états financiers de chaque portefeuille spécialisé.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

30. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUES FINANCIERS (SUITE)

c) Risque de marché (suite)

i. Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères.

Le placement dans les dépôts à participation à la Caisse contient des placements en devises étrangères. La Caisse effectue une gestion globale du risque de change pour tous les déposants afin d'en réduire l'exposition de façon optimale.

Au 31 mars 2017, l'exposition nette aux devises des portefeuilles réels, incluant les investissements sous-jacents en devise détenues par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net, représente 31 % pour le Compte dédié (2016: 30 %) et de 15 % (2016: 15 %) pour la Réserve.

ii. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt de marché. Le risque de taux d'intérêt découle également de la désynchronisation des échéances entre différents éléments de l'actif et du passif et de ses conséquences, lors de fluctuations de taux, sur l'état des revenus et des dépenses d'intérêt.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de l'emprunt temporaire et de la dette à long terme avec la Société québécoise des infrastructures. Pour réduire l'exposition au risque de taux d'intérêt, la direction détient ses passifs financiers jusqu'à échéance et s'efforce de minimiser le recours et le coût du financement à court terme. De plus, elle effectue un suivi rigoureux des réclamations aux gouvernements fédéral et provincial.

La Société est exposée également au risque de taux d'intérêt relatif aux placements et aux avances à Capital Financière agricole inc. et au Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles. Elle recherche les conditions de placement à court terme les plus avantageuses sur le marché, tout en gérant également les échéances en appareillant les entrées et les besoins de liquidités. Une variation de 1 % dans le taux d'intérêt se traduirait par une augmentation ou une diminution de 6,2 millions de dollars (2016: 5 millions de dollars).

iii. Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des marchés boursiers ou du prix de vente des marchandises et des denrées alimentaires.

La Société est exposée à ce risque en ce qui concerne les BTAA. Les changements possibles qui pourraient avoir une incidence sur la baisse de la valeur future des BTAA comprennent, notamment, des changements à la valeur des actifs sous-jacents et l'évolution de la liquidité du marché des BTAA.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017 (en milliers de dollars)

31. GESTION DES FONDS FIDUCIAIRES

La Société est fiduciaire du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et du Fonds d'assurance récolte. Ces fonds ne sont pas consolidés avec la Société puisqu'ils constituent des patrimoines fiduciaires distincts en vertu de la *Loi sur La Financière agricole du Québec*. Le tableau suivant présente un sommaire de l'état de la situation financière de chacun des fonds.

	2017			2016
	Actifs	Passifs	Avoir net (déficit cumulé)	Avoir net (déficit cumulé)
Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles	34 867	327 420	(292 553)	(162 643)
Fonds d'assurance récolte	379 901	2 039	377 862	320 340
	414 768	329 459	85 309	157 697

32. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les principales opérations effectuées avec des entités sous contrôle commun se détaillent comme suit, à l'exception des opérations avec les fonds, présentées distinctement aux états financiers consolidés :

	2017	2016
Société québécoise des infrastructures		
Loyers	3 327	3 040
Améliorations locatives	–	841
Intérêts	15	77
Centre de services partagés du Québec		
Fournitures et communication	1 354	1 340

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers consolidés, qui sont mesurées à la valeur d'échange, La Financière agricole est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Financière agricole n'a conclu aucune opération avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers consolidés.

RAPPORT DU FIDUCIAIRE

La Financière agricole du Québec (la Société) est fiduciaire des Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et d'assurance récolte (les Fonds). Elle est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers des fonds, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées, lesquelles respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.


Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires des Fonds conformément aux lois et aux règlements qui les régissent, de même qu'aux diverses ententes Canada-Québec. La Société doit, au moins tous les cinq ans, effectuer une analyse actuarielle de ses opérations et colliger tout renseignement utile à la fixation des taux de contribution à l'égard d'un programme d'assurance.

Le conseil d'administration de la Société surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé aux audits des états financiers des Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et d'assurance récolte, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de ces audits et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec rencontre, sans aucune restriction, le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne ses audits.

Pour les Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et d'assurance récolte,



Ernest Desrosiers

Président-directeur général de la Société



Richard Laroche

Directeur général de la Société

Lévis, le 16 juin 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et du Fonds d'assurance récolte, qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2017, l'état du résultat global et l'état de la variation du déficit cumulé du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles, l'état du résultat global et l'état de la variation de l'avoir net du Fonds d'assurance récolte et les états des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes afférentes.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction de La Financière agricole du Québec, à titre de fiduciaire des Fonds, est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

OPINION

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et du Fonds d'assurance récolte au 31 mars 2017, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

A handwritten signature in blue ink, reading "Guylaine Leclerc FCPA Auditrice, FCA".

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 16 juin 2017

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
PRODUITS		
Contributions des adhérents (note 6)	56 128	45 122
Contribution de La Financière agricole du Québec (note 6)	94 367	81 830
Intérêts	27	58
	150 522	127 010
CHARGES		
Compensations aux adhérents (note 6)	218 249	112 017
Intérêts – La Financière agricole du Québec	1 915	1 603
Autres intérêts	79	–
Études des coûts de production	1 315	1 400
Autres frais	151	186
	221 709	115 206
RÉSULTAT NET ET GLOBAL DE L'EXERCICE	(71 187)	11 804

ÉTAT DE LA VARIATION DU DÉFICIT CUMULÉ

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(162 643)	(155 499)
Résultat net et global de l'exercice	(71 187)	11 804
Distributions (note 12)	(58 723)	(18 948)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 13)	(292 553)	(162 643)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

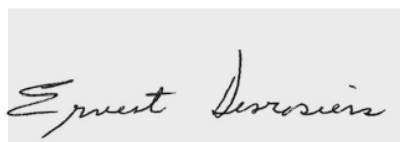
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
ACTIF		
Courant		
Encaisse	348	217
Comptes clients (note 7)	1 986	5 300
À recevoir de La Financière agricole, sans intérêt ni modalité de remboursement	2 182	717
Avances aux adhérents (note 8)	30 351	23 831
	34 867	30 065
PASSIF		
Courant		
Charges à payer	310	333
Contributions des adhérents reportées (note 9)	13 240	13 312
Dû à La Financière agricole du Québec (note 10)	208 354	104 055
Provision pour compensations (note 11)	46 708	56 060
Distributions à payer (note 12)	58 808	18 948
	327 420	192 708
DÉFICIT CUMULÉ (note 13)	(292 553)	(162 643)
	34 867	30 065

Engagement (note 23)

Éventualités (note 24)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.



Ernest Desrosiers
Président-directeur général de la Société



Martin Cartier
Vice-président du conseil d'administration de la Société

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net et global de l'exercice	(71 187)	11 804
Variation des éléments hors caisse :		
Comptes clients	3 314	(2 454)
À recevoir de La Financière agricole, sans intérêt ni modalité de remboursement	(1 465)	76
Avances aux adhérents	(6 520)	983
Charges à payer	(23)	(798)
Contributions des adhérents reportées	(72)	(1 955)
Provision pour compensations	(9 352)	43 434
	(14 118)	39 286
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(85 305)	51 090
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dû à La Financière agricole du Québec	104 299	(51 212)
Distributions versées	(18 863)	–
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	85 436	(51 212)
VARIATION NETTE DE L'ENCAISSE	131	(122)
ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	217	339
ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	348	217
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :		
Intérêts perçus sur activités d'exploitation	26	41
Intérêts payés sur activités de financement	1 829	1 283

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'assurance récolte

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
PRODUITS		
Contributions des adhérents	21 737	23 696
Contribution de La Financière agricole du Québec	33 106	35 863
Revenus de placement (note 14)	20 493	2 215
	75 336	61 774
CHARGES		
Indemnités aux adhérents	17 809	14 826
Intérêts	5	6
	17 814	14 832
RÉSULTAT NET ET GLOBAL DE L'EXERCICE	57 522	46 942

ÉTAT DE LA VARIATION DE L'AVOIR NET
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017 (EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	2017	2016
AVOIR NET AU DÉBUT DE L'EXERCICE	320 340	273 398
Résultat net et global de l'exercice	57 522	46 942
AVOIR NET À LA FIN DE L'EXERCICE	377 862	320 340

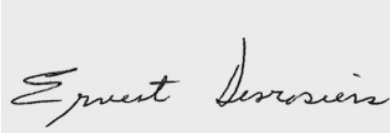
Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'assurance récolte

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
ACTIF		
Courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26 852	27 733
Comptes clients (note 7)	180	401
Revenus de placement à recevoir (note 15)	789	504
À recevoir de La Financière agricole du Québec (note 16)	10 168	739
Placements (note 17)	4 994	11 426
	42 983	40 803
Non courant		
Placements (note 17)	336 918	282 282
	379 901	323 085
PASSIF		
Courant		
Charges à payer	30	12
Contributions des adhérents reportées (note 9)	954	951
Provision pour indemnités (note 18)	1 055	1 782
	2 039	2 745
AVOIR NET	377 862	320 340
	379 901	323 085

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.



Ernest Desrosiers
Président-directeur général de la Société



Martin Cartier
Vice-président du conseil d'administration de la Société

Fonds d'assurance récolte

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net et global de l'exercice	57 522	46 942
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie:		
Moins-value (plus-value) non réalisée de billets à terme adossés à des actifs	123	(349)
Gain sur disposition de billets à terme adossés à des actifs	(312)	–
Moins-value (plus-value) non réalisée de dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec	(14 078)	3 685
	43 255	50 278
Variation des éléments hors caisse:		
Comptes clients	221	(137)
Revenus de placement à recevoir	(285)	576
À recevoir de La Financière agricole du Québec	(9 429)	38 485
Charges à payer	18	(176)
Contributions des adhérents reportées	3	(22)
Provision pour indemnités	(727)	(3 885)
	(10 199)	34 841
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	33 056	85 119
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Produit de disposition de placements	6 432	3 525
Produit de disposition de billets à terme adossés à des actifs	22 153	–
Acquisition de dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec	(62 522)	(80 794)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(33 937)	(77 269)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(881)	7 850
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	27 733	19 883
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	26 852	27 733
La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin comprennent:		
Encaisse	1 157	345
Billets à escompte	25 683	27 378
Dépôts à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec	12	10
	26 852	27 733
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie:		
Intérêts perçus sur les activités d'exploitation	30	27
Intérêts perçus sur les activités d'investissement	5 913	6 100
Intérêts payés sur les activités d'exploitation	5	5

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

Les Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et d'assurance récolte (les Fonds) constituent des patrimoines fiduciaires en vertu de la *Loi sur La Financière agricole du Québec* (RLRQ, chapitre L-O.1) permettant d'administrer leur programme respectif. Le fiduciaire, La Financière agricole du Québec, a élu son domicile au 1400, boulevard Guillaume-Couture, Lévis, Québec, Canada.

Le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles vise à garantir un revenu annuel net positif aux entreprises agricoles du Québec. Une compensation est versée à l'adhérent lorsque le prix de vente moyen d'un produit est inférieur au revenu stabilisé. Celui-ci est établi à partir d'une enquête sur le coût de production des entreprises spécialisées. Les contributions au Fonds sont payées aux deux tiers par la Société, l'autre tiers étant assumé par l'entreprise participante, à l'exception des volumes assurés au-delà de trois fois ceux de la ferme type, pour lesquels la contribution de l'entreprise à la prime est supérieure, réduisant ainsi celle de la Société.

Le Programme d'assurance récolte couvre les pertes attribuables aux conditions climatiques et aux phénomènes naturels incontrôlables. Selon les cultures, l'adhérent peut souscrire à une protection individuelle ou collective. La prime exigée aux producteurs et à la Société varie selon l'option de garantie choisie. La proportion du financement attribuée aux entreprises agricoles est de 40 % pour la majorité des protections et de 60 % pour la Société. Les contributions sont déterminées grâce à une méthodologie de tarification établie à partir de normes et de critères définis qui permettent de respecter les obligations contractuelles souscrites auprès des clients. Cette méthodologie fait l'objet de validations périodiques et d'une révision quinquennale dans le but de l'obtention d'une certification actuarielle.

2. BASE DE PRÉSENTATION

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). La publication des états financiers des Fonds a été approuvée par le conseil d'administration de la Société le 16 juin 2017.

BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique à l'exception des placements qui sont comptabilisés à la juste valeur.

MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Ces états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle des Fonds.

ESTIMATIONS ET JUGEMENTS CRITIQUES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses ainsi que l'exercice du jugement de la part de la direction ayant une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges pour les périodes présentées.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

2. BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

ESTIMATIONS ET JUGEMENTS CRITIQUES (SUITE)

Les informations sur les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les actifs, les passifs, les produits et les charges comptabilisés sont présentées dans les notes suivantes :

- Notes 5 et 17 – L'évaluation de la juste valeur des placements
- Notes 6, 11 et 18 – L'estimation des provisions

De plus, la direction des Fonds doit effectuer des jugements critiques à l'égard de l'estimation des passifs éventuels et de leur comptabilisation.

Les résultats nets réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations et les hypothèses ci-dessus sont revues de façon périodique et, si des ajustements sont nécessaires, ces derniers sont comptabilisés au cours de la période de l'ajustement et de toutes périodes ultérieures touchées.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

CONTRIBUTIONS, COMPENSATIONS ET INDEMNITÉS

Les contributions, les compensations du Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles et les indemnités du Programme d'assurance récolte sont comptabilisées à titre de produits ou de charges dans l'exercice financier au cours duquel se termine l'année d'assurance. Les contributions perçues et les compensations versées pour les années d'assurance subséquentes sont comptabilisées respectivement à titre de contributions reportées et d'avances de compensation.

Pour le Programme d'assurance récolte, l'année d'assurance 2016 a été considérée. Pour les différentes productions couvertes par le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles, les années d'assurance considérées sont présentées à la note 13.

REVENUS DE PLACEMENT

Les intérêts sur les placements, à l'exception des intérêts sur les billets à terme adossés à des actifs (BTAA), sont constatés lorsqu'ils sont gagnés. Les intérêts sur les placements en BTAA sont constatés lorsque la direction du Fonds a la certitude de pouvoir les encaisser.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie correspondent aux soldes bancaires, aux dépôts à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) et aux placements temporaires, dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition.

CLASSIFICATION ET COMPTABILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Lors de la comptabilisation initiale de ses instruments financiers, la direction doit classer les actifs financiers dans l'une des catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, détenu jusqu'à échéance, prêts et créances et disponible à la vente. Les passifs financiers sont classés dans la catégorie à la juste valeur par le biais du résultat net ou au coût après amortissement. Les actifs financiers non comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont passés en revue périodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

CLASSIFICATION ET COMPTABILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

a) Actifs à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs ou passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont des actifs et passifs détenus à des fins de transactions. Un actif ou passif est classé dans cette catégorie s'il est acquis ou pris en charge principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme ou qu'il est désigné comme tel lors de la comptabilisation initiale par le Fonds. La direction a désigné de façon irrévocable les placements comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les BTAA ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que ces instruments financiers comprennent un ou plusieurs dérivés incorporés qui modifient de façon significative les flux de trésorerie des contrats.

Les dépôts à participation au fonds particulier à la Caisse sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. La direction du Fonds a choisi cette désignation puisque les dépôts à participation sont gérés, de même que leur performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur conformément à une stratégie de gestion de risques et d'investissement documentée par la Caisse. Les informations sur les dépôts à participation sont fournies sur cette base à la direction du Fonds. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées sous la rubrique « Revenus de placement » à l'état du résultat global. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date de transaction.

Ces instruments financiers sont comptabilisés initialement et subséquemment à leur juste valeur. Les gains et les pertes qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur sont constatés sous la rubrique « Revenus de placement » à l'état du résultat global.

b) Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes clients, les revenus de placement à recevoir et le montant à recevoir de La Financière agricole du Québec sont classés dans cette catégorie et sont initialement évalués à la juste valeur. Par la suite, les prêts et créances sont évalués au coût amorti, qui est équivalent à leur coût et à leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

c) Passifs financiers évalués au coût amorti

Après leur comptabilisation à la juste valeur, les charges à payer, le montant dû à La Financière agricole du Québec et le montant de distributions à payer sont évalués au coût amorti, qui est équivalent à leur coût et à leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

PROVISIONS

Une provision est comptabilisée lorsque le Fonds a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, que l'obligation peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de l'actualisation est significatif, le montant est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif. L'effet de la désactualisation est comptabilisé dans les charges financières.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

PROVISIONS (SUITE)

a) Passif relié aux programmes d'assurance

Une provision est estimée au titre des obligations des programmes d'assurance stabilisation des revenus agricoles et d'assurance récolte relativement à l'année d'assurance se terminant au cours de l'exercice financier, sans prise en compte de facteur d'actualisation en raison de son échéance rapprochée.

Les provisions relatives aux contrats d'assurance du Fonds d'assurance récolte sont traitées selon la norme IFRS 4 *Contrats d'assurance* et, conformément à celle-ci, un test de suffisance du passif doit être effectué à chaque date de clôture pour s'assurer du niveau suffisant des passifs d'assurance. Le test de suffisance du passif doit satisfaire aux dispositions minimales spécifiées à la norme, qui n'impose aucune autre contrainte. Les contraintes minimales sont les suivantes :

- i. Le test prend en considération les estimations actuelles de tous les flux de trésorerie contractuels et des flux de trésorerie liés, tels que les coûts de traitement des demandes d'indemnisation, ainsi que les flux de trésorerie résultant d'options et de garanties incorporées ;
- ii. Si le test indique que le passif est insuffisant, l'insuffisance totale est comptabilisée en résultat net.

Toutefois, le test de suffisance du passif exigé par la norme IFRS 4 n'est pas effectué, compte tenu que les coûts de traitement des demandes d'indemnisation sont assumés par la Société et que seules les sorties de flux de trésorerie du Fonds représentent le paiement des indemnités qui font déjà l'objet d'une provision.

b) Litiges

Les litiges font l'objet d'un suivi régulier, au cas par cas, par la direction de la Société. Une provision est comptabilisée dès qu'il devient probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement, dont le montant peut être évalué de manière fiable. L'évaluation de la provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de cette obligation à la date de l'état de la situation financière.

4. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES ET NON ENTRÉES EN VIGUEUR

L'incidence des normes ci-dessous sur les états financiers des Fonds est présentement en évaluation et l'adoption anticipée n'est pas prévue.

IAS 7 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE – DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1^{ER} JANVIER 2017

Le 19 janvier 2016, l'IASB a pulié un amendement à la norme IAS 7 Tableau des flux de trésorerie. L'amendement intitulé *Initiative concernant les informations à fournir* précise que les variations des passifs découlant des activités de financement, y compris les variation avec et sans effet sur la trésorerie, doivent être présentées à l'état des flux de trésorerie. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. L'adoption anticipée est permise. L'adoption de ces modifications n'aura aucune incidence significative sur la présentation des états financiers des Fonds.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

4. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES ET NON ENTRÉES EN VIGUEUR (SUITE)

IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS – DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1^{ER} JANVIER 2018

En juillet 2014, la version complète et finale de la norme IFRS 9 *Instruments financiers* a été publiée. Elle remplace la norme actuelle sur les instruments financiers. L'IFRS 9 comprend les exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers ainsi que les exigences générales relatives à la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un modèle unique de classement et d'évaluation des actifs financiers qui est fondé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que sur le modèle économique relatif à la détention d'actifs financiers. Concernant l'évaluation des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, la norme prescrit la comptabilisation des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre à l'entité dans les autres éléments du résultat global, sauf si les variations compensent les montants comptabilisés dans le résultat net. L'adoption anticipée de ces nouvelles exigences relatives à la comptabilisation des variations du risque de crédit propre à l'entité est autorisée.

L'IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de dépréciation pour les actifs financiers n'étant pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net qui nécessite la comptabilisation de pertes de crédit attendues plutôt que les pertes subies tel qu'exigé par la norme actuelle.

De façon générale, la norme doit être appliquée rétrospectivement à compter de sa date d'entrée en vigueur.

IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS – DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1^{ER} JANVIER 2018

L'IASB a publié en mai 2014 une nouvelle norme, l'IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui remplacera les normes et les interprétations actuelles sur la comptabilisation des revenus. L'IFRS 15 établit un modèle global unique pour la comptabilisation des revenus tirés de contrats avec des clients. Le nouveau modèle vise tous les contrats conclus avec des clients à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres IFRS, tels que les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. Cette nouvelle norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur.

5. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Au moment de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier est normalement le prix de la transaction, c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie versée ou reçue.

Pour l'évaluation ultérieure des instruments comptabilisés à la juste valeur, les cours publiés dans un marché actif représentent la meilleure indication de la juste valeur et, s'ils sont disponibles, ils sont utilisés pour évaluer les instruments financiers. Un instrument financier est considéré comme étant coté sur un marché actif lorsqu'il est possible d'avoir facilement et régulièrement accès à des cours auprès d'une Bourse, d'un contrepartiste, d'un courtier, d'un groupe sectoriel ou d'un service d'évaluation des cours ou d'un organisme de réglementation et que ces cours reflètent des transactions réelles effectuées régulièrement sur le marché dans des conditions normales de concurrence. La juste valeur d'un actif financier négocié sur un marché actif reflète généralement le cours acheteur et celle d'un passif financier négocié sur un marché actif, le cours vendeur. Si le marché d'un instrument financier n'est pas actif, la juste valeur est déterminée au moyen d'une technique d'évaluation faisant appel, autant que possible, à des données observées sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent, entre autres, l'utilisation des informations disponibles sur des opérations conclues récemment sur le marché, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles d'évaluation.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

5. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, des hypothèses sont établies couvrant le montant, l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation utilisés. Ces hypothèses sont basées principalement sur des facteurs observables sur les marchés externes, y compris des facteurs comme les taux d'intérêt, les différentiels de taux d'intérêt, les taux de change et la volatilité des prix et des taux, selon le cas. Les hypothèses ou les données qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables sont utilisées lorsque des données externes ne sont pas disponibles.

MÉTHODES ET HYPOTHÈSES CONSIDÉRÉES POUR L'ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

La juste valeur des BTAA est établie à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. La juste valeur des titres est établie en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie selon les différents scénarios de défaut et de perte de crédit sur l'ensemble des actifs sous-jacents pour chacun des billets, les échéances correspondantes à celles des actifs sous-jacents, les taux d'intérêt reflétant les flux monétaires disponibles au sein des véhicules, et tient compte du taux de levier des différentes structures ainsi que de la subordination des notes restructurées, lorsque requis. Une fois ajustés pour tenir compte de l'indice du risque de crédit des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie anticipés sur les titres sont actualisés à un taux sans risque, majoré d'une prime d'illiquidité.

Les dépôts à participation au fonds particulier de la Caisse, investis dans les portefeuilles spécialisés de celle-ci, sont inscrits à la juste valeur établie par la Caisse au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que ceux qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la Caisse selon des méthodes d'évaluation couramment employées.

HIÉRARCHIE DES ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète la source des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1

La juste valeur est fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien.

Niveau 3

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Les dépôts à participation à la Caisse et les BTAA sont classés respectivement selon la hiérarchie de la juste valeur dans le Niveau 2 et le Niveau 3 aux 31 mars 2017 et 2016.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

6. CONTRIBUTIONS ET COMPENSATIONS

Des adhérents participent à la fois au Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles et au programme Agri-stabilité administrés par La Financière agricole, deux programmes visant à stabiliser les revenus de l'entreprise agricole. Ainsi, afin d'éviter le paiement d'une double contribution gouvernementale, les montants accordés en vertu d'un programme sont considérés lors du versement de l'autre programme.

Les compensations de 235 931 milliers de dollars (2016 : 120 823 milliers de dollars) et les contributions de 168 177 milliers de dollars (2016 : 135 758 milliers de dollars) ont été réduites chacune de 17 682 milliers de dollars (2016 : 8 806 milliers de dollars) à la suite des paiements effectués et provisionnés en vertu du programme Agri-stabilité. Ces réductions peuvent être plus ou moins élevées que le montant estimé puisqu'elles sont inhérentes à la provision au programme Agri-stabilité.

7. COMPTES CLIENTS

FONDS D'ASSURANCE STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES

	2017	2016
Contributions	1 374	4 585
Compensations versées en trop	612	715
	1 986	5 300

La répartition des créances s'établit selon les années d'assurance suivantes :

	2017	2016
Année d'assurance 2016	1 237	–
Année d'assurance 2015	134	4 189
Année d'assurance 2014	305	707
Année d'assurance 2013	105	152
Année d'assurance 2012	57	66
Antérieures à 2012	148	186
	1 986	5 300

Le Fonds n'a constitué aucune provision pour mauvaises créances. Les créances sont radiées lorsque le Fonds estime qu'il n'arrivera pas à recouvrir le montant. Le Fonds a radié des créances pour un montant de 78 milliers de dollars au 31 mars 2017 (2016 : 520 milliers de dollars). Ces montants sont présentés en réduction des contributions et des compensations aux résultats.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

7. COMPTES CLIENTS (SUITE)

FONDS D'ASSURANCE RÉCOLTE

	2017	2016
Contributions	176	387
Indemnités versées en trop	4	14
	180	401

Le Fonds d'assurance récolte n'a constitué aucune provision pour mauvaises créances. Les créances sont radiées lorsque le Fonds estime qu'il n'arrivera pas à recouvrir le montant. Le Fonds a radié des créances de contribution pour un montant de 3 525 dollars au 31 mars 2017 (2016: 22 026 dollars). Ce montant est présenté en réduction des contributions aux résultats.

8. AVANCES AUX ADHÉRENTS

Les avances aux adhérents représentent une tranche de compensation versée à titre d'acompte pour les productions Céréales et canola, dont l'année d'assurance se terminera au cours d'un exercice financier ultérieur.

9. CONTRIBUTIONS DES ADHÉRENTS REPORTÉES

Les contributions des adhérents reportées représentent les montants au titre de contrats d'assurance pour l'année programme subséquente reçus avant la date de clôture de l'exercice.

10. DÛ À LA FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC

	2017	2016
Sans intérêt ni modalité de remboursement	194	260
Portant intérêt à des taux variant entre 1,13 % et 1,26 %, échéant jusqu'au 27 juin 2017 (2016: 1,1 % à 1,15 %, échus depuis le 31 mai 2016)	208 160	103 795
	208 354	104 055

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

11. PROVISION POUR COMPENSATIONS

La provision pour compensations représente le montant résiduel à verser aux entreprises agricoles selon le taux de compensation de l'année programme terminée dans le présent exercice en fonction des unités ultimes assurées par production. À la date de préparation des états financiers, la direction du Fonds a déterminé la provision en fonction des informations disponibles à ce jour.

	2017	2016
Solde au début	56 060	12 626
Compensations versées non provisionnées	1 114	708
Compensations versées	(57 174)	(13 334)
Provision pour compensations de l'année d'assurance courante	46 708	56 060
Solde à la fin	46 708	56 060

12. DISTRIBUTIONS

Le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles prévoit que lorsqu'il est mis fin à une protection pour une production assurée et que les constituants fiduciaires, soit l'Union des producteurs agricoles, à titre de représentant des adhérents, et La Financière agricole, ont convenu, par une entente conclue en application de l'article 26 de la Loi sur La Financière agricole du Québec, de la mise en place d'un programme de substitution, tout surplus ou déficit au compte de la production assurée est inscrit au compte de ce programme de substitution. Si aucun programme de substitution n'est mis en place, tout surplus ou déficit au compte de la production assurée est traité conformément à une entente conclue entre les constituants fiduciaires en application de l'article 26 de la loi durant l'année qui suit la date d'expiration de la protection. À défaut d'entente, le fonds est grevé des charges du compte et tout surplus ou déficit est attribué aux adhérents et à La Financière agricole au prorata de leur participation à ce compte.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la direction du Fonds a mis fin à la protection pour le produit Veaux de lait. En décembre 2016, selon les dispositions permises au Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles, le conseil d'administration a entériné les modalités de disposition du surplus du fonds par le versement du tiers du montant à distribuer aux adhérents et les deux tiers à la Société. Le montant faisant l'objet de la distribution représente 19 250 milliers de dollars.

À la suite des travaux et des recommandations du Groupe de travail sur la sécurité du revenu en agriculture, le gouvernement du Québec a adopté en novembre 2015 le principe que les secteurs de productions couverts par le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles aient le choix de participer à ce programme ou aux programmes Agri-Québec et Agri-Québec Plus. Ainsi, les représentants des fédérations spécialisées de l'Union des producteurs agricoles des secteurs pommes de terre, maïs-grain et soya, ont fait savoir à La Financière agricole, à la fin juin 2016, leur intention de se retirer de la couverture du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles. Par conséquent, la fin de la protection pour ces secteurs entre en vigueur à la fin de la période couverte par l'année d'assurance se terminant au cours du présent exercice financier.

Au 31 mars 2017, les surplus des comptes des produits Maïs-grain, Soya et Pommes de terre s'élèvent respectivement à 45 113 milliers de dollars, 12 120,6 milliers de dollars et 1 265,5 milliers de dollars. À la date de signature des états financiers, aucune décision n'a encore été prise quant au mode de distribution des deux produits céréaliers. En ce qui concerne le produit Pomme de terre, à la suite de discussions avec la fédération, le conseil d'administration a entériné, en mai 2017, les modalités de distributions afin de répartir le surplus au prorata de la participation des contribuants au compte, soit un tiers aux adhérents et les deux tiers à la Société.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

13. DÉFICIT CUMULÉ

Le tableau suivant montre l'évolution du déficit cumulé du Fonds par produit assurable :

PRODUIT ASSURABLE	Solde excédentaire (déficitaire) au 31 mars 2016	Contributions	Compensations	Distributions Intérêts Autres frais Ajustements	Solde excédentaire (déficitaire) au 31 mars 2017
Veaux d'embouche	51 348	9 801	(36 596)	994	25 547
Bouvillons et bovins d'abattage	10 914	8 360	(27 029)	(550)	(8 305)
Veaux de lait (note 12)	–	–	–	–	–
Veaux de grain	9 040	551	(4)	104	9 691
Porcelets	(97 581)	24 676	(28 870)	(6 110)	(107 885)
Porcs	(186 843)	54 737	(63 928)	2 220	(193 814)
Agneaux	2 220	17 068	(16 616)	8	2 680
Pommes de terre (note 12)	795	425	–	(1 220)	–
Céréales, maïs-grain et oléagineux (note 12)	45 667	34 578	(45 214)	(57 624)	(22 593)
Pommes	1 797	299	8	22	2 126
	(162 643)	150 495	(218 249)	(62 156)	(292 553)

PRODUIT ASSURABLE	Année d'assurance courante	Période couverte par l'année d'assurance
Veaux d'embouche	2016	1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016
Bouvillons et bovins d'abattage	2016	1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016
Veaux de grain	2016	1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016
Porcelets	2016	1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016
Porcs	2016	1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016
Agneaux	2016	1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016
Pommes de terre	2015	1 ^{er} août 2015 au 31 juillet 2016
Céréales	2015	1 ^{er} août 2015 au 31 juillet 2016
Maïs-grain	2015	1 ^{er} octobre 2015 au 30 septembre 2016
Soya	2015	1 ^{er} septembre 2015 au 31 août 2016
Canola	2015	15 août 2015 au 14 août 2016
Pommes	2015	15 août 2015 au 14 août 2016

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

14. REVENUS DE PLACEMENT

	2017	2016
Revenus de placement des fonds confiés à la Caisse	19 902	1 514
Revenu d'intérêts :		
Billets à terme adossés à des actifs	44	57
Placements temporaires	219	167
Avances - La Financière agricole du Québec	50	52
Comptes clients	29	27
Trésorerie et équivalents de trésorerie	60	49
Gain sur disposition de billets à terme adossés à des actifs	312	–
Plus-value (moins-value) non réalisée de billets à terme adossés à des actifs	(123)	349
	20 493	2 215

Les revenus de placement des fonds confiés à la Caisse se détaillent comme suit :

	2017	2016
Revenus nets de placement		
Revenu fixe	1 495	1 396
Marchés boursiers	2 731	2 099
Autres placements	475	(145)
	4 701	3 350
Gains (pertes) à la vente de placements		
Revenu fixe	39	60
Marchés boursiers	1 216	1 715
Autres placements	(137)	65
	1 118	1 840
Plus-value (moins-value) non matérialisée		
Revenu fixe	260	(368)
Marchés boursiers	14 174	(3 710)
Autres placements	(356)	393
	14 078	(3 685)
Intérêts sur dépôts à vue du fonds général à la Caisse	5	9
	19 902	1 514

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

15. REVENUS DE PLACEMENT À RECEVOIR

	2017	2016
Revenus de placement de dépôts à participation à la Caisse	789	489
Intérêts sur placements en BTAA	–	15
	789	504

16. À RECEVOIR DE LA FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC

	2017	2016
Sans intérêt ni modalité de remboursement	2 168	739
Portant intérêt aux taux variant de 1,006 % et 1,007 %, échéants jusqu'au 15 juin 2017	8 000	–
	10 168	739

17. PLACEMENTS

	2017		2016	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Billet à escompte, portant intérêt au taux de 0,88 %, échéant le 16 mai 2017 (2016: 0,85 % et de 0,86 %, échus le 31 mai 2016 et le 10 août 2016)	4 994	–	11 426	–
Billets à terme adossés à des actifs	–	11	–	21 975
Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec	–	336 907	–	260 307
	4 994	336 918	11 426	282 282

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

17. PLACEMENTS (SUITE)

BILLETS À TERME ADOSSÉS À DES ACTIFS

Les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) sont assortis d'échéances conçues pour correspondre aux échéances des actifs sous-jacents et viendront à échéance jusqu'au 15 juillet 2056.

Les billets de catégories A-1, A-2 et B portent intérêt au taux des acceptations bancaires moins 0,50 %. Les billets de catégorie C portent intérêt au taux des acceptations bancaires plus 20 %. Ces intérêts sont cumulatifs et payables seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1, A-2 et B auront été réglés intégralement. Quant aux billets des actifs inadmissibles, ils portent intérêt à un taux qui sera rajusté en fonction du rendement des actifs sous-jacents.

La direction du Fonds a déterminé la juste valeur au moyen de l'analyse des flux de trésorerie actualisés. À la suite de l'évaluation en date du 31 mars 2017, une moins-value non réalisée de 123 milliers de dollars a été inscrite pour l'exercice clos à cette date (2016: plus-value de 349 milliers de dollars). La direction est d'avis que l'estimation de la juste valeur comptabilisée est raisonnable et s'avère la plus appropriée à cette date. Néanmoins, la juste valeur est établie en fonction de l'information disponible à ce jour, de l'appréciation par la direction de la conjoncture des marchés financiers et d'hypothèses et probabilités. En conséquence, la juste valeur présentée peut varier de façon importante au cours des périodes ultérieures.

	2017		2016	
	Valeur nominale	Juste valeur	Valeur nominale	Juste valeur
Véhicules d'actifs-cadres 2				
Catégorie A-1	–	–	13 979	13 826
Catégorie A-2	–	–	6 497	6 419
Catégorie B	–	–	1 179	1 212
Catégorie C	174	11	671	518
	174	11	22 326	21 975

DÉPÔTS À PARTICIPATION À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Les dépôts à participation dans un fonds particulier à la Caisse sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture mensuelle des résultats financiers, la Caisse attribue au Fonds les revenus nets de placement.

Voici les éléments d'actifs composant les dépôts à participation :

	2017	2016
Placements à la juste valeur (coût 2017 : 306 millions de dollars; 2016 : 248 millions de dollars)	337 206	260 501
Avance au fonds général	(37)	(209)
Revenus de placement courus et à recevoir	527	504
Revenu net à verser au déposant	(789)	(489)
	336 907	260 307

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

17. PLACEMENTS (SUITE)

DÉPÔTS À PARTICIPATION À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (SUITE)

La juste valeur des dépôts à participation au 31 mars 2017 a été établie par la Caisse en considérant également une moins-value non réalisée de 741 milliers de dollars (2016: 749 milliers de dollars) sur des BTAA que le fonds particulier détient par l'intermédiaire de sa participation dans le portefeuille spécialisé BTAA. Néanmoins, la juste valeur peut varier de façon importante au cours des périodes ultérieures, compte tenu de ce portefeuille spécialisé.

Dans le cadre du plan de restructuration, la Caisse a pris des engagements associés aux BTAA, dont la quote-part attribuée au Fonds est devenue échue avant terme suite à l'encaissement des trocs de défaillance de crédit (2016: 2 358 milliers de dollars).

Les placements à la juste valeur au fonds particulier et le passif lié aux placements se détaillent comme suit:

	2017	2016
Placements		
Revenu fixe		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Obligations	–	25 925
Taux	18 461	–
Crédit	15 172	–
Valeur à court terme	170 603	130 839
	204 236	156 764
Actions		
Unités de participation du portefeuille spécialisé		
Marchés boursiers	132 886	103 334
Autres placements		
Unités de participation de portefeuille spécialisé en BTAA	93	47
Quote-part nette des activités du fonds général	–	351
Instruments financiers dérivés	–	25
	93	423
	337 215	260 521
Passifs relatifs aux placements		
Quote-part nette des activités du fonds général	(9)	–
Autres placements		
Instruments financiers dérivés	–	(20)
	(9)	(20)
	337 206	260 501

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

18. PROVISION POUR INDEMNITÉS

La provision pour indemnités correspond au coût total estimé du règlement de tous les dommages déclarés et impayés à la date de clôture, selon les informations connues à ce jour sur les faits, les circonstances et les rendements des cultures. L'estimation pourrait toutefois être différente à la suite de l'obtention d'informations supplémentaires.

	2017	2016
Solde au début	1 782	5 667
Indemnités versées	(1 233)	(5 004)
Reprise pour provision excédentaire	(547)	(344)
Provision pour indemnités de l'exercice	1 053	1 463
Solde à la fin	1 055	1 782

19. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En plus des opérations entre parties liées déjà divulguées dans les états financiers, qui sont comptabilisées selon la même base d'évaluation que si elles n'étaient pas liées, les fonds fiduciaires sont liés avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Les fonds fiduciaires n'ont conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées autre que celles présentées dans le corps même de ces états financiers.

Par ailleurs, la Société assume les charges administratives du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles pour un montant de 5 730 milliers de dollars (2016: 6 567 milliers de dollars) et du Fonds d'assurance récolte pour un montant de 4 969 milliers de dollars (2016: 4 941 milliers de dollars) déduction faite de la contribution à l'administration du gouvernement fédéral y afférente.

20. GESTION DU CAPITAL

L'objectif des Fonds en matière de capital est d'assurer le maintien des engagements financiers à l'égard des paiements de compensations pour le Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et des paiements d'indemnités pour le Fonds d'assurance récolte.

Les capitaux comprennent le montant dû à La Financière agricole du Québec et l'avoir du Fonds.

Afin de s'assurer d'avoir les capitaux nécessaires à la continuité des opérations des Fonds, la Société détermine les taux de prime selon une méthodologie de tarification établie à partir de normes et de critères bien définis. Une analyse actuarielle, effectuée tous les cinq ans, permet de réduire le niveau de risque relié à la détermination des taux de prime.

La Société révisé périodiquement les besoins financiers des Fonds et s'assure d'avoir les autorisations d'emprunts auprès du gouvernement du Québec en fonction de ceux-ci.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et le Fonds d'assurance récolte sont exposés à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

Des politiques, approuvées par le conseil d'administration, ainsi que des mécanismes de contrôle sont en place afin d'appuyer le conseil d'administration en matière de gestion des risques.

De plus, le Fonds d'assurance récolte dispose d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la Caisse. Il établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement maximum tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le Fonds et en permettant à ce dernier de remplir ses engagements financiers.

Par ailleurs, le Fonds détermine les concentrations de risque par la revue périodique de son portefeuille de référence. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements du fonds particulier dans les portefeuilles spécialisés.

De son côté, la Caisse a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer le déroulement de ses activités et effectuer la gestion du risque, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres, la Caisse détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment des limites de concentration. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la Caisse confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que le Fonds subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance. Les Fonds sont exposés principalement au risque de crédit relativement à la trésorerie et équivalents de trésorerie, aux comptes clients, aux BTAA et aux dépôts à participation de la Caisse. Le risque de crédit maximal correspond à la valeur comptable de l'actif, déduction faite de toute provision pour pertes.

Le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie est limité étant donné que les fonds sont déposés dans des banques à charte canadienne et des institutions financières importantes ayant une cote de crédit élevée ou à la Caisse.

Les Fonds sont peu exposés au risque de crédit à l'égard de leurs comptes clients. La Loi sur La Financière agricole du Québec permet aux Fonds d'effectuer compensation à l'égard de toute somme qui leur est due par une entreprise à même un montant auquel cette même entreprise a droit en vertu d'une loi administrée par la Société. De plus, la gestion des créances de clients est encadrée par une politique approuvée par le conseil d'administration.

La concentration du risque de crédit survient lorsqu'un groupe de débiteurs, qui exercent des activités similaires, est situé dans le même secteur géographique ou qu'ils ont des caractéristiques économiques semblables. Un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influencer de la même façon leur capacité de remplir leurs engagements contractuels.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUES FINANCIERS (SUITE)

a) Risque de crédit (suite)

Au 31 mars 2017, la concentration du risque de crédit lié aux comptes clients se répartit selon les productions assurées suivantes :

FONDS D'ASSURANCE STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES

	2017	2016
Bovine	67 %	43 %
Porcine	6 %	50 %
Agneaux	25 %	6 %
Céréaliers	2 %	1 %
	100 %	100 %

FONDS D'ASSURANCE RÉCOLTE

	2017	2016
Foin et maïs fourrager	19 %	27 %
Céréales	56 %	57 %
Légumes de transformation	2 %	1 %
Légumes maraîchers	16 %	7 %
Pommes de terre	1 %	4 %
Sirop d'érable	2 %	1 %
Autres	4 %	3 %
	100 %	100 %

Les placements du Fonds d'assurance récolte font l'objet d'une surveillance continue par le conseil d'administration et le comité de vérification.

Concernant les dépôts à participation à la Caisse, la Société gère en partie le risque de crédit en déterminant la composition de son portefeuille de référence réduisant ainsi l'exposition au risque à un niveau jugé acceptable par celle-ci. L'analyse du risque de crédit et de la concentration sont effectuées globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère. Étant donné que l'actif net du fonds particulier du Fonds d'assurance récolte est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ce fonds est indirectement exposé au risque de crédit. Seule l'exposition directe aux risques découlant des instruments financiers de ce fonds est présentée. L'exposition de la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

Par ailleurs, tous les instruments financiers détenus directement par le fonds particulier sont transigés avec la Caisse, laquelle bénéficie d'une cote de crédit AAA.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUES FINANCIERS (SUITE)

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Fonds ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance ou en vertu d'un avis de dommage en assurance récolte ou d'un paiement de compensation en assurance stabilisation des revenus agricoles.

La gestion des liquidités est effectuée quotidiennement en tenant compte des besoins d'exploitation et en recourant aux facilités de crédit de la Société. La direction gère étroitement les liquidités au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Des prévisions budgétaires et de trésorerie sont établies afin d'avoir l'assurance de disposer des liquidités nécessaires pour satisfaire à ses obligations. Pour ce faire, la Société a mis en place des pratiques permettant de mesurer, de contrôler et de prévoir un niveau adéquat des liquidités. La Société dispose de crédits bancaires autorisés et inutilisés totalisant 155 millions de dollars au 31 mars 2017 (2016 : 302 millions de dollars) pour les Fonds. Le Fonds d'assurance récolte est peu exposé au risque de liquidité compte tenu de son avoir net qui représente 99,5 % de tous ses actifs et des facilités de crédit disponibles. Le Fonds d'assurance stabilisation est peu exposé au risque de liquidité compte tenu des facilités de crédit disponibles avec la Société et du versement de sa contribution déposée dans le premier trimestre de l'exercice suivant.

Pour les placements à la Caisse, l'analyse du risque de liquidité est effectuée globalement par cette dernière pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère. Étant donné que l'actif net du fonds particulier du Fonds est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ce fonds est indirectement exposé au risque de liquidité. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la Caisse.

c) Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base.

Le Fonds d'assurance récolte est exposée au risque de marché relativement aux placements en dépôts à participation de la Caisse. La Caisse gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée pour tous les portefeuilles spécialisés. Les principaux éléments contribuant au risque, tels que les secteurs d'activités, les régions géographiques et les émetteurs sont pris en compte.

La politique de placement du Fonds encadre la composition du portefeuille de référence, lequel correspond à la répartition cible à long terme par catégorie d'actifs, ainsi qu'aux déviations minimales et maximales permises par rapport aux pondérations cibles. Ces dernières tiennent compte des positions prises au comptant et en instruments financiers dérivés. Les portefeuilles de référence incluent également le niveau d'exposition cible aux devises. La proportion des catégories d'actifs composant les portefeuilles de référence détermine le niveau d'exposition au risque de marché.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUES FINANCIERS (SUITE)

c) Risque de marché (suite)

Au 31 mars 2017, la composition du portefeuille de référence du fonds particulier détenu par le Fonds d'assurance récolte, en pourcentage de l'actif net, est la suivante :

	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe	60,52 %	56 %	61 %	66 %
Taux	5,48 %	2,5 %	5,5 %	8,5 %
Crédit	4,5 %	1,5 %	4,5 %	7,5 %
Valeurs à court terme	50,54 %	46 %	51 %	56 %
Actions				
Marchés boursiers	39,46 %	34 %	39 %	44 %
Autres	0,02 %	–	–	–

Le risque de marché est mesuré par la Caisse au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et de leurs corrélations. La VaR est une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir un portefeuille, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnée. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel de la Caisse pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas. La Caisse évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le fonds particulier.

La Caisse utilise la méthode de la simulation historique pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque, tels que les fluctuations des taux d'intérêt, des écarts de taux de crédit, des taux de change et des prix des actifs financiers, est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille du fonds particulier des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un jour.

Trois types de mesure du risque sont calculés :

- Le risque absolu ou la VaR absolue du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel du fonds particulier.
- Le risque absolu ou la VaR absolue du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence du fonds particulier.
- Le risque actif ou la VaR de la gestion active, représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel du fonds particulier. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUES FINANCIERS (SUITE)

c) Risque de marché (suite)

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement et sont sujets à diverses limites. Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne peuvent permettre d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille du fonds particulier subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché, ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du niveau de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel du fonds particulier pourraient excéder les estimations présentées.

Le risque absolu et le risque actif du fonds particulier découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, le fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Au 31 mars 2017, le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier du Fonds d'assurance récolte, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, sont respectivement de 13,4 %, 13,7 % et 2,0 % (2016 : 13,1 %, 13,3 % et 1,9 %).

Étant donné que l'actif net du fonds particulier du Fonds d'assurance récolte est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ce fonds est indirectement exposé au risque de change, d'intérêt ou de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure globale de la VaR. Par conséquent, seule l'exposition directe aux risques découlant des instruments financiers du fonds particulier est présentée. L'exposition indirecte aux placements sous-jacents est détaillée dans les états financiers de chaque portefeuille spécialisé.

i. Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Le placement dans les dépôts à participation à la Caisse, détenu par le Fonds d'assurance récolte, contient des placements en devises étrangères. La Caisse effectue une gestion globale du risque de change pour tous les déposants afin d'en réduire l'exposition de façon optimale.

Au 31 mars 2017, l'exposition nette aux devises du portefeuille réel, incluant les investissements sous-jacents en devise détenues par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net, représente 28 % (2016 : 29 %).

ii. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt de marché. Le risque de taux d'intérêt découle également de la désynchronisation des échéances entre différents éléments de l'actif et du passif et de ses conséquences, lors de fluctuations de taux, sur l'état des revenus et des dépenses d'intérêts.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUES FINANCIERS (SUITE)

c) Risque de marché (suite)

ii. Risque de taux d'intérêt (suite)

Le Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles est exposé au risque de taux d'intérêt en raison, notamment, du montant dû à La Financière agricole du Québec, renouvelé périodiquement au cours de l'exercice. Pour réduire l'exposition à ce risque, la direction s'efforce de minimiser le recours et le coût du financement à court terme. En effet, la contribution de l'adhérent est perçue à même le versement de la première avance de compensation, s'il y a lieu. Par la suite, la Société verse sa contribution au Fonds réduisant ainsi le recours au financement pour une période donnée.

Le Fonds d'assurance récolte est exposé au risque de taux d'intérêt relatif aux placements et aux avances à La Financière agricole du Québec. La Société recherche les conditions de placement les plus avantageuses sur le marché, tout en gérant également les échéances en appariant les entrées et les besoins de liquidités. Une variation de 1 % dans le taux d'intérêt se traduirait par une augmentation ou une diminution de 3,4 millions de dollars (2016 : 2,9 millions de dollars).

iii. Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des marchés boursiers ou du prix de vente des marchandises et des denrées alimentaires.

Le Fonds d'assurance récolte est exposé à ce risque en ce qui concerne les BTAA. Les changements possibles qui pourraient avoir une incidence sur la valeur future des BTAA comprennent, notamment, des changements à la valeur des actifs sous-jacents et l'évolution de la liquidité du marché des BTAA. L'effet possible d'une variation de ces valeurs modifierait la juste valeur des BTAA estimée au 31 mars 2017.

22. RISQUE D'ASSURANCE

GESTION DU RISQUE D'ASSURANCE

Le risque d'assurance est le risque qu'un événement assuré survienne. Le Fonds d'assurance récolte est exposé au risque d'assurance relatif aux contrats avec les entreprises agricoles pour couvrir les dommages causés à leur récolte. Le risque lié aux contrats d'assurance comprend surtout les risques associés aux éléments suivants :

- La tarification ;
- La fluctuation du calendrier, de la fréquence et de la gravité des sinistres relativement aux prévisions ;
- Les pertes importantes imprévues découlant d'un événement unique comme une catastrophe.

a) Risque relié à la tarification

Le risque relié à la tarification est le risque que la tarification soit inappropriée, ou le devienne, et résulte en un niveau de capitalisation du Fonds insuffisant pour couvrir les dommages déclarés et à venir. Le risque exposé est de courte durée puisque les contrats couvrent une période de douze mois. Il est principalement géré par l'application d'une méthodologie de tarification rigoureuse qui fait l'objet de validations périodiques et d'une évaluation actuarielle tous les cinq ans.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

22. RISQUE D'ASSURANCE (SUITE)

GESTION DU RISQUE D'ASSURANCE (SUITE)

b) Risque relié aux indemnités

Le risque relié aux indemnités comprend la fluctuation du calendrier, de la fréquence et de la gravité des sinistres relativement aux prévisions ainsi que les pertes importantes imprévues découlant d'un événement unique. Ce risque survient lorsque l'assuré subit une perte attribuable à des conditions climatiques défavorables ou à des phénomènes naturels incontrôlables. L'exposition au risque relié aux indemnités est limitée en fonction du niveau de couverture choisi par l'assuré. De plus, certaines conditions sont assorties au contrat, faisant en sorte qu'il y a perte du droit à l'indemnité dans le cas où l'adhérent n'a pas respecté les pratiques culturales exigées par la Société. De plus, l'assuré doit effectuer sa réclamation avant la date limite prévue au programme, laquelle est déjà échue à la date de clôture.

Des mécanismes de contrôle sont en place pour examiner le traitement des demandes d'indemnisation afin d'éviter les demandes douteuses ou frauduleuses. De plus, la Société s'est dotée de stations météorologiques, réparties dans diverses régions administratives, pour obtenir des données fiables permettant de calculer efficacement les indemnités à verser pour le produit Foin collectif.

LA CONCENTRATION DU RISQUE D'ASSURANCE

La situation géographique et le produit cultivé des entreprises assurées influent sur l'exposition au risque d'assurance du Fonds. À ce titre, le tableau suivant indique la concentration de la clientèle par région administrative pour l'année d'assurance 2016:

Région administrative	2017		2016	
	Répartition de la clientèle	Indemnités	Répartition de la clientèle	Indemnités
Abitibi-Témiscamingue – Nord-du-Québec	2 %	6 %	2 %	3 %
Bas-Saint-Laurent	11 %	4 %	11 %	6 %
Capitale-Nationale	3 %	1 %	3 %	2 %
Centre-du-Québec	11 %	3 %	11 %	7 %
Chaudière-Appalaches	18 %	7 %	18 %	10 %
Côte-Nord	–	–	–	–
Estrie	7 %	7 %	7 %	6 %
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	1 %	1 %	1 %	1 %
Lanaudière	4 %	7 %	5 %	6 %
Laurentides	3 %	8 %	3 %	2 %
Mauricie	4 %	1 %	4 %	3 %
Montréal – Montérégie	26 %	40 %	26 %	40 %
Montréal – Laval	–	–	–	–
Outaouais	3 %	7 %	3 %	1 %
Saguenay – Lac-Saint-Jean	7 %	8 %	6 %	13 %
	100 %	100 %	100 %	100 %

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017 (en milliers de dollars canadiens)

22. RISQUE D'ASSURANCE (SUITE)

LA CONCENTRATION DU RISQUE D'ASSURANCE (SUITE)

La concentration par produit assuré se répartit comme suit :

	2017	2016
Foin et maïs fourrager	16 %	15 %
Céréales	52 %	55 %
Légumes de transformation	4 %	4 %
Légumes maraîchers	10 %	8 %
Pommes de terre	5 %	5 %
Sirop d'érable	4 %	4 %
Autres	9 %	9 %
	100 %	100 %

23. ENGAGEMENT

L'engagement du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles relatif aux études de coûts de production pour le prochain exercice est de 907 milliers de dollars (2016 : 1 400 milliers de dollars).

24. ÉVENTUALITÉS

Le Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles fait actuellement l'objet de recours juridiques, impliquant des groupes de demandeurs qui contestent collectivement, entre autres, la détermination des compensations versées par la Société.

Dans un dossier, les demandeurs, soit 45 entreprises œuvrant ou ayant œuvré dans le secteur porcin, tentent de faire reconnaître la responsabilité de la Société à titre de gestionnaire de différents programmes en assurance et en financement pour les pertes financières et dommages subis en raison, entre autres, de la mesure de redressement et de modifications appliquées à l'étude des coûts de production 2007-2008. Le montant des réclamations, purement hypothétique, est actuellement de 45 millions de dollars, soit 1 million par demandeur, mais aucune preuve ni aucune démonstration quant aux pertes subies par les entreprises n'a été produite dans ce dossier qui en est encore aux moyens préliminaires. Dans l'état actuel de la demande, la probabilité de gains pour les demandeurs est plus qu'incertaine.

Parallèlement à ce dossier, le procureur des demandeurs a fait signifier à la Société, le 7 juin 2016, une demande en autorisation d'exercer une action collective et pour obtenir le statut de représentants pour deux des demandeurs et une association dans le but de convertir l'action originale décrite ci-haut en action collective. Cette demande, qui suspend les procédures en cours, reprend essentiellement les mêmes motifs et arguments présentés mais vise à permettre, à moindre coût, la possibilité de rejoindre un plus grand nombre de membres du groupe visé. La Société entend contester cette demande. À cette étape de la procédure, la réclamation est d'un dollar par membre potentiel, ce montant étant à parfaire. Selon la décision de la cour d'autoriser l'action collective, le demandeur pourrait renoncer à l'action principale (demande d'autorisation accueillie) ou être contraint d'en poursuivre les procédures.

À la date de préparation des états financiers, l'issue de ces litiges demeure imprévisible. Toutefois, à la lumière des renseignements dont la Société dispose actuellement, la direction estime qu'il n'est pas probable que le résultat définitif de ces causes ait une incidence importante sur l'ensemble de la situation financière du Fonds, et par conséquent, aucune provision n'a été constatée à la date de clôture.

En vertu de la *Loi sur La Financière agricole du Québec*, les sommes requises pour représenter un patrimoine fiduciaire dans le cours d'une procédure judiciaire ou pour l'exécution d'un jugement passé en force de chose jugée contre la Société, à titre de fiduciaire du patrimoine, sont prises sur ce patrimoine.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de Loto-Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers consolidés.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction élabore, établit et maintient des systèmes de contrôles internes, conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers consolidés fiables. La Direction corporative de l'audit interne procède à des audits périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par Loto-Québec.

Loto-Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration de Loto-Québec surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers consolidés. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction, la Direction corporative de l'audit interne, le Vérificateur général du Québec et la firme comptable Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L. (RCGT), examine les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec et RCGT ont conjointement procédé à l'audit des états financiers consolidés de Loto-Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et leur rapport des auditeurs indépendants expose la nature et l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de leur opinion. Le Vérificateur général du Québec et RCGT peuvent, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne leur audit.

La présidente et chef de la direction
de Loto-Québec,

La vice-présidente corporative aux finances
et à l'administration de Loto-Québec,

(signé)
LYNNE ROITER

(signé)
JOHANNE ROCK, CPA, CA

MONTRÉAL, QUÉBEC
LE 1^{er} JUIN 2017

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au ministre des Finances

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Loto-Québec, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2017, l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DES AUDITEURS

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

OPINION

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Loto-Québec au 31 mars 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

(signé)

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.¹ MON-
TRÉAL, QUÉBEC
LE 1^{er} JUIN 2017

(signé)

GUYLAINE LECLERC, FCPA AUDITRICE, FCA
MONTRÉAL, QUÉBEC
LE 1^{er} JUIN 2017

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A125741

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

<i>(En milliers de dollars canadiens)</i>	2017	2016
Produits (note 5)	3 635 627	3 560 283
Coût des ventes (note 5)	1 399 978	1 338 840
Bénéfice brut (note 5)	2 235 649	2 221 443
Charges		
Avantages du personnel (note 6)	423 508	422 727
Dotation aux amortissements et moins-values nettes (notes 14 et 15)	132 618	136 499
Paiements spéciaux (note 7)	21 199	21 106
Taxe sur les produits et services	35 001	32 902
Taxe de vente du Québec	69 858	65 685
Autres charges	309 420	283 597
	991 604	962 516
Résultat des activités d'exploitation	1 244 045	1 258 927
Produits financiers (note 8)	(1 770)	(2 146)
Charges financières (note 8)	10 285	14 518
Charges financières nettes (note 8)	8 515	12 372
Quotes-parts du résultat net dans les entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 13)	4 979	5 075
Dévaluation – autres débiteurs	–	14 486
Résultat net	1 230 551	1 226 994
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :		
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies (note 20)	18 668	6 293
Résultat global	1 249 219	1 233 287

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

<i>(En milliers de dollars canadiens)</i>	Capital-actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
Solde au 1^{er} avril 2015	170	86 300	18 438	104 908
Dividende	–	(1 201 994)	–	(1 201 994)
Contributions au Gouvernement du Québec (<i>note 9</i>)	–	(25 000)	–	(25 000)
Transactions avec l'actionnaire	–	(1 226 994)	–	(1 226 994)
Résultat net	–	1 226 994	–	1 226 994
Autres éléments du résultat global				
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies (<i>note 20</i>)	–	–	6 293	6 293
Résultat global	–	1 226 994	6 293	1 233 287
Solde au 31 mars 2016	170	86 300	24 731	111 201
Dividende	–	(1 205 551)	–	(1 205 551)
Contributions au Gouvernement du Québec (<i>note 9</i>)	–	(25 000)	–	(25 000)
Transactions avec l'actionnaire	–	(1 230 551)	–	(1 230 551)
Résultat net	–	1 230 551	–	1 230 551
Autres éléments du résultat global				
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies (<i>note 20</i>)	–	–	18 668	18 668
Résultat global	–	1 230 551	18 668	1 249 219
Solde au 31 mars 2017	170	86 300	43 399	129 869

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2017

(En milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
ACTIFS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 24)	81 834	85 531
Créances clients et autres débiteurs (note 10)	69 308	67 392
Stocks (note 11)	9 379	9 771
Charges payées d'avance	22 298	22 940
Portion courante des actifs financiers liés aux rentes viagères (note 12)	1 413	1 140
Total des actifs courants	184 232	186 774
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, prêts et avance (note 13)	33 735	47 374
Immobilisations corporelles (note 14)	824 618	885 702
Immobilisations incorporelles (note 15)	63 190	65 899
Actifs financiers liés aux rentes viagères (note 12)	110 343	87 548
Total des actifs non courants	1 031 886	1 086 523
Total des actifs	1 216 118	1 273 297
PASSIFS		
Emprunts bancaires (note 16)	391 282	451 000
Dividende à payer	65 651	72 194
Charges à payer et frais courus (note 17)	204 129	176 511
Portion courante des passifs financiers liés aux rentes viagères (note 12)	1 413	1 140
Provisions (note 18)	44 625	40 472
Produits différés	10 997	15 957
Portion courante de la dette à long terme (note 19)	40 000	49 625
Total des passifs courants	758 097	806 899
Dette à long terme (note 19)	217 651	257 428
Passif net au titre des prestations définies et autres avantages à long terme (note 20)	158	10 221
Passifs financiers liés aux rentes viagères (note 12)	110 343	87 548
Total des passifs non courants	328 152	355 197
Total des passifs	1 086 249	1 162 096
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions autorisé, émis et payé :		
1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune	170	170
Résultats non distribués	86 300	86 300
Cumul des autres éléments du résultat global	43 399	24 731
Total des capitaux propres	129 869	111 201
Total des passifs et des capitaux propres	1 216 118	1 273 297

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

(signé)

HÉLÈNE F. FORTIN, FCPA, FCA
PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(signé)

LYNNE ROITER
PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

(En milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net	1 230 551	1 226 994
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Dotation aux amortissements et moins-values nettes	132 618	136 499
Perte résultant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	9 491	5 341
Charges au titre des prestations définies et autres avantages à long terme	26 636	30 843
Quotes-parts du résultat net dans les entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	4 979	5 075
Produits d'intérêts sur les prêts à Casinos Développement Europe	(631)	(957)
Gain de change sur les prêts à Casinos Développement Europe	(122)	(1 080)
Gain résultant de la cession des prêts à Casinos Développement Europe	(4 466)	–
Autres charges financières nettes	9 945	12 548
Dévaluation – autres débiteurs	–	14 486
Variation nette des éléments hors caisse (note 24)	29 112	5 797
Capitalisation des obligations au titre des prestations définies	(18 031)	(16 599)
Intérêts payés	(11 420)	(14 424)
Intérêts reçus	1 139	1 189
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 409 801	1 405 712
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Augmentation des prêts et avance	(1 300)	–
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 14)	(72 710)	(85 993)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles (note 15)	(16 939)	(9 950)
Produits résultant de la cession d'immobilisations corporelles	9 664	344
Produits résultant de la cession des prêts à Casinos Développement Europe	19 688	–
Investissement, net des distributions, dans la Société en commandite Manoir Richelieu et versements aux partenaires	(5 464)	(3 506)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(67 061)	(99 105)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dividende payé	(1 212 094)	(1 200 356)
Variation nette des emprunts bancaires	(59 718)	(981)
Remboursement de la dette à long terme	(49 625)	(75 000)
Contributions au Gouvernement du Québec (note 9)	(25 000)	(25 000)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 346 437)	(1 301 337)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(3 697)	5 270
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	85 531	80 261
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (note 24)	81 834	85 531

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

(En milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1 | STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société des loteries du Québec, désignée sous le nom de Loto-Québec, est une compagnie à fonds social dont les actions font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances. Selon sa loi constitutive (RLRQ, chapitre S-13.1), elle a pour fonction de conduire et d'administrer des systèmes de loterie ainsi que d'exercer les commerces qui contribuent à l'exploitation d'un casino d'État. Elle peut également offrir, moyennant considération, des services de consultation et de mise en œuvre dans les domaines de sa compétence. De plus, la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 modifie la Loi constitutive de Loto-Québec pour qu'elle accomplisse les tâches qui lui sont dévolues au titre III.4 de la Loi sur la protection du consommateur (chapitre P-40.1) relativement aux jeux d'argent en ligne. Les modifications en question entreront en vigueur à la date qui sera fixée par le gouvernement. En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e supplément)) et de la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), Loto-Québec est exonérée d'impôts sur le revenu.

Loto-Québec est une société ayant élu domicile au Québec, Canada. Le siège social de Loto-Québec est situé au 500, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec.

Les états financiers consolidés de Loto-Québec comprennent les comptes de Loto-Québec et ceux de ses filiales (appelées collectivement « Loto-Québec » et individuellement les « filiales de Loto-Québec ») ainsi que la participation de Loto-Québec dans une entreprise associée et des coentreprises.

2 | BASE DE PRÉPARATION

a) Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés de Loto-Québec et a autorisé leur publication le 1^{er} juin 2017.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception :

- des instruments financiers dérivés, évalués à la juste valeur;
- des provisions, évaluées selon la meilleure estimation pour éteindre les obligations actuelles;
- du passif net au titre des prestations définies, évalué à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies (OPD), déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes;
- des autres avantages à long terme, évalués à la valeur actualisée de l'OPD.

Les méthodes utilisées pour l'évaluation à la juste valeur sont exposées plus amplement à la note 23.

c) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de Loto-Québec. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près.

d) Recours à des estimations et aux jugements

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables, et qu'elle utilise des hypothèses et des estimations qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés, et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice.

Les estimations et leurs hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement, et l'incidence de toute modification est immédiatement comptabilisée. Elles reposent sur l'expérience, la conjoncture économique et les tendances générales, ainsi que les conjonctures à l'égard de l'issue probable de ces questions. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Des explications quant aux principaux jugements, hypothèses et estimations utilisés sont présentées ci-dessous :

Immobilisations incorporelles générées à l'interne

La direction doit poser un jugement important pour distinguer l'étape de la recherche de celle du développement des logiciels. Les coûts directement attribuables à la phase de développement sont comptabilisés en tant qu'actifs lorsque tous les critères sont respectés, tandis que les dépenses de recherche sont passées en charges à mesure qu'elles sont encourues.

Loto-Québec veille également à ce que les exigences permettant la comptabilisation des coûts directement attribuables à la phase de développement en tant qu'actifs continuent d'être respectées. Ce suivi est nécessaire puisque le développement d'un logiciel est incertain et peut être compromis par des problèmes techniques survenant après la comptabilisation.

Provisions

Le classement de certaines provisions à court ou à long terme exige parfois que la direction fasse preuve de jugement pour déterminer le moment le plus probable de la sortie de fonds. Les estimations de leur évaluation sont décrites à la note 18.

Durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à la clôture de chaque exercice. Au 31 mars 2017, la direction a évalué que les durées d'utilité correspondaient à l'utilité attendue des actifs de Loto-Québec. Les valeurs comptables sont analysées dans les notes 14 et 15.

Moins-values

Une moins-value égale au montant de la valeur comptable d'un actif financier qui excède la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial est comptabilisée.

Une moins-value égale au montant de la valeur comptable d'un actif non financier ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) qui excède la valeur recouvrable est comptabilisée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. La direction détermine la valeur d'utilité en actualisant les flux de trésorerie futurs estimés provenant de chaque actif ou UGT.

Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs estimés, la direction pose des hypothèses relativement aux résultats d'exploitation. Ces hypothèses se rapportent à des circonstances et événements futurs. Les valeurs comptables des actifs sujets à des moins-values sont analysées aux notes 13, 14 et 15, s'il y a lieu.

Juste valeur des rentes viagères

La direction utilise des techniques d'évaluation pour déterminer la juste valeur des rentes viagères pour lesquelles des prix cotés du marché actif ne sont pas disponibles. Pour ce faire, la direction doit élaborer des estimations et des hypothèses en s'appuyant sur des données de marché, en ayant recours à des données observables qu'utiliseraient les intervenants du marché pour l'établissement du prix des rentes viagères. Lorsque de telles données ne sont pas observables, la direction doit utiliser l'estimation la plus probable. La juste valeur des rentes viagères est présentée à la note 23 d.

Passif net au titre des prestations définies et autres avantages à long terme

Le poste Passif net au titre des prestations définies et autres avantages à long terme est sujet à des incertitudes, particulièrement quant à l'estimation des taux d'actualisation, du taux d'inflation, du taux de croissance de la rémunération et du taux de mortalité, qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des OPD de Loto-Québec. Ce poste est analysé à la note 20.

3

MODIFICATIONS AUX MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et interprétations non encore adoptées

À la date d'autorisation de ces états financiers consolidés, de nouvelles normes ainsi que des modifications et interprétations des normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), mais ne sont pas encore en vigueur, et Loto-Québec ne les a pas adoptées de façon anticipée.

La direction prévoit que l'ensemble des prises de position sera adopté dans les méthodes comptables de Loto-Québec au cours du premier exercice débutant après la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position. L'information sur les nouvelles normes ainsi que sur les modifications et les interprétations qui sont susceptibles d'être pertinentes pour les états financiers de Loto-Québec est fournie ci-après. Certaines autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées, mais on ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence importante sur les états financiers de Loto-Québec.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a approuvé et publié la version définitive de la nouvelle norme IFRS 9, *Instruments financiers*, laquelle remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, et l'IFRIC 9, *Réexamen de dérivés incorporés*.

L'IFRS 9 propose un modèle logique de classement et d'évaluation, un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues et une approche remaniée de la comptabilité de couverture.

Cette norme remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples pour les actifs et les passifs financiers par un seul modèle d'évaluation ne comportant que trois catégories : au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et à la juste valeur par le biais du résultat net. La base de classement dépend du modèle d'affaires de l'entité et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs et passifs financiers. La norme introduit un nouveau modèle de dépréciation qui exige une comptabilisation plus rapide des pertes de crédit attendues. En particulier, la nouvelle norme exige que les entités comptabilisent les pertes de crédit attendues à compter du moment où les instruments financiers sont comptabilisés pour la première fois et elle abaisse le seuil pour comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie totale.

Cette nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 de façon rétrospective. L'application anticipée est permise. La direction de Loto-Québec évalue actuellement l'incidence de l'application de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, laquelle remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et certaines interprétations liées aux produits. Cette nouvelle norme établit un cadre complet de comptabilisation, d'évaluation et d'information pour les produits des activités ordinaires.

La nouvelle norme :

- établit un nouveau modèle de comptabilisation des produits fondé sur le contrôle;
- modifie le fondement pour déterminer si les produits sont comptabilisés à un moment précis ou progressivement;
- fournit des indications plus détaillées sur des sujets particuliers;
- améliore et augmente les informations à fournir sur les produits.

Cette nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 de façon rétrospective. L'application anticipée est permise. La direction de Loto-Québec évalue actuellement l'incidence de l'application de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16, laquelle remplace l'IAS 17, *Contrats de location*. L'IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, l'IFRS 16 modifie la définition du contrat de location; établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif, notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles; modifie la comptabilisation des accords de cession-bail; conserve en grande partie l'approche de l'IAS 17 pour la comptabilisation des contrats de location par le bailleur et présente de nouvelles obligations d'information.

Cette nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application anticipée est permise dans certaines circonstances. La direction de Loto-Québec évalue actuellement l'incidence de l'application de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

4 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

a) Principes de consolidation

(i) Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par Loto-Québec. Il y a contrôle lorsque Loto-Québec est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec les filiales et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celles-ci. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés depuis la date de la prise de contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées, au besoin, afin qu'elles s'harmonisent avec celles adoptées par Loto-Québec.

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de Loto-Québec avec ceux de ses filiales en propriété exclusive, dont les établissements principaux sont au Québec (Canada), soit :

- Lotim inc.;
- La Société des casinos du Québec inc.;
- Casiloc inc.;
- La Société des établissements de jeux du Québec inc.;
- La Société du jeu virtuel du Québec inc.;
- 9059-3849 Québec inc.;
- Casino Mundial inc.;
- Casino Capital 2006 inc.;
- Technologies Nter, société en commandite;
- Technologies Nter inc.

(ii) Participations dans une entreprise associée et dans des coentreprises

Casinos Développement Europe est une entreprise associée ayant des politiques financières et opérationnelles sur lesquelles Loto-Québec exerçait, jusqu'en date de cession de ses intérêts détenus, soit le 2 novembre 2016, une influence notable, mais non le contrôle.

La Société en commandite Manoir Richelieu (SCMR) et son commandité, 9064-1812 Québec inc., sont des coentreprises dont les activités sont contrôlées conjointement par Loto-Québec, aux termes d'un accord contractuel exigeant le consentement unanime des partenaires pour les décisions opérationnelles et financières stratégiques. La SCMR, dont l'établissement principal est au Québec (Canada), possède un centre de villégiature comprenant un hôtel, des restaurants, un terrain de golf, un spa et des espaces commerciaux locatifs.

L'entreprise associée et les coentreprises sont initialement comptabilisées au coût. Après leur comptabilisation initiale, les états financiers consolidés englobent la quote-part de Loto-Québec dans les produits et les charges ainsi que les mouvements des capitaux propres des entités comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, compte tenu des ajustements effectués pour harmoniser les méthodes comptables avec celles de Loto-Québec, depuis la date à laquelle cette dernière a commencé à exercer une influence notable ou un contrôle conjoint jusqu'à la date à laquelle elle cesse d'exercer une influence notable ou un contrôle conjoint. Lorsque la quote-part de Loto-Québec dans les pertes excède sa participation dans une entité comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, la valeur comptable de cette participation est ramenée à zéro et les pertes supplémentaires cessent d'être comptabilisées, sauf si Loto-Québec a une obligation ou a versé des paiements au nom de l'entité détenue.

(iii) Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes et les transactions intragroupes, ainsi que les produits et les charges qui découlent de transactions intragroupes, sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

b) Monnaies étrangères

Les transactions libellées dans une monnaie étrangère sont initialement comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle respective des entités de Loto-Québec au cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés dans une monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à cette date.

Les gains et pertes de change sur prêts sont présentés au net au poste Charges financières, et les autres gains et pertes de change, au poste Autres charges à l'état consolidé du résultat global.

c) Produits**(i) Jeux**Loteries

Les produits provenant de la vente de billets de loterie sont enregistrés à la date du tirage ou du début de l'événement dans le cas des loteries sur paris.

Les produits provenant de la vente de billets de loteries instantanées sont comptabilisés lors de l'activation des lisières de billets.

Les billets de loterie vendus au 31 mars pour les tirages ou les événements subséquents à cette date, exception faite des loteries instantanées, sont comptabilisés aux produits différés.

En plus des lots de loterie payables en argent ou en bien, Loto-Québec attribue des billets gratuits. La valeur attribuée aux billets gratuits est égale au prix de vente, et ceux-ci sont comptabilisés à l'encontre des produits lors du tirage.

Casinos et établissements de jeux

Les produits provenant de l'exploitation des jeux de ces secteurs d'activité correspondent à la différence entre les mises et les lots attribués, à l'exception des produits de bingo, qui sont enregistrés à la date du tirage.

(ii) Restauration et hébergement

Les produits provenant de la restauration et de l'hébergement sont constatés au moment où les services ont été rendus aux clients, lorsque le prix de vente est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

d) Programmes de gratuités aux clients

Certains programmes mis en place par une filiale de Loto-Québec permettent, notamment, d'accumuler des points en fonction de l'activité de jeu du client, points qui sont convertibles en dollars ou en biens et services.

- Lorsque les points convertibles en argent sont accordés aux clients, un passif est comptabilisé au montant de la valeur des points en argent, et un montant correspondant est comptabilisé à l'encontre des produits. L'utilisation des points convertibles en argent par les clients réduit la valeur du passif. S'il n'y a aucune activité dans le compte du client pendant une période de 18 mois, les points sont radiés. Les radiations sont présentées à l'encontre des produits à l'état consolidé du résultat global.
- Pour les programmes permettant de recevoir uniquement des biens et services, chaque point accumulé est comptabilisé en produit différé, et la contrepartie est comptabilisée dans le poste Autres charges à l'état consolidé du résultat global. Les gratuités du client sont disponibles au compte pour une période de 6 à 12 mois. Les radiations sont présentées au poste Autres charges à l'état consolidé du résultat global.

e) Coût des ventes**(i) Lots attribués**

Les lots attribués aux produits des bingos du secteur des établissements de jeux ainsi qu'aux produits instantanés et pancanadiens du secteur des loteries sont déterminés selon un taux théorique appliqué aux produits.

(ii) Commissions

Loto-Québec verse des commissions basées sur un pourcentage des produits de loterie et de bingo ainsi que de ceux tirés des appareils de loterie vidéo.

Les commissions sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat global lors de la vente des produits.

f) Avantages du personnel**(i) Avantages à court terme**

Les salaires, les cotisations aux régimes de retraite gouvernementaux, les vacances, les congés de maladie ainsi que les bonis sont des avantages à court terme et ils sont comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel les salariés ont rendu les services associés.

(ii) Régimes généraux et obligatoires

La comptabilité des régimes à cotisations définies est appliquée aux régimes généraux et obligatoires à prestations définies, soit le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), compte tenu du fait que Loto-Québec n'est pas responsable d'obligations autres que ses cotisations à ces régimes.

Les cotisations à payer en vertu de ces régimes sont comptabilisées en résultat net pour les exercices au cours desquels les services sont rendus par les membres du personnel, dans le poste Avantages du personnel à l'état consolidé du résultat global.

(iii) Régimes à prestations définies

Le terme « régime à prestations définies » désigne tout régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies.

Régimes de retraite

Le passif (l'actif) net lié aux régimes à prestations définies comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière correspond au déficit ou à l'excédent des régimes à prestations définies, soit la différence entre la valeur actualisée de l'OPD à la date de clôture et la juste valeur des actifs des régimes ajustée pour tenir compte de l'effet, le cas échéant, du plafond de l'actif. Le passif (l'actif) net au titre des prestations définies est calculé séparément pour chacun des régimes. Des évaluations actuarielles, aux fins comptables, sont effectuées à la clôture de chaque exercice par un actuaire. Le plafond de l'actif correspond à la valeur actualisée des avantages économiques disponibles sous forme de remboursement ou de diminution des cotisations futures au régime. Un avantage économique résulte pour Loto-Québec si cela est réalisable au cours de la durée de vie du régime, ou au moment du règlement des obligations du régime.

La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour déterminer la valeur actualisée de l'OPD, du coût correspondant des services rendus au cours de l'exercice et du coût des services passés. Cette méthode estime le montant des avantages futurs que les membres du personnel ont gagnés en contrepartie des services rendus pendant l'exercice en cours et les exercices antérieurs. Le montant de ces avantages est actualisé par l'utilisation d'un taux correspondant au rendement, à la date de clôture, des obligations d'entreprises de haute qualité qui sont assorties d'une notation de crédit AA ou plus et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles de l'OPD du régime, et qui sont libellées dans la même monnaie que celle dans laquelle les avantages seront versés.

Le coût des prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les intérêts nets et les réévaluations sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies. Le coût des services passés est comptabilisé en résultat net dans l'exercice au cours duquel survient une modification du régime. Le calcul des intérêts nets se fait par la multiplication du passif net au titre des prestations définies par le taux d'actualisation. Le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés et les intérêts nets sont comptabilisés au poste Avantages du personnel à l'état consolidé du résultat global. Les réévaluations, comprenant les écarts actuariels relatifs aux OPD, l'effet des modifications du plafond de l'actif (le cas échéant) et le rendement des actifs du régime (à l'exclusion des produits d'intérêts), sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global consolidé au cours de l'exercice où elles surviennent et ne seront pas reclassées ultérieurement en résultat net.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont constitués, entre autres, de prolongation des protections durant les congés familiaux et d'invalidité. Le passif au titre des avantages à long terme correspond à l'OPD autre que celle des régimes de retraite.

La méthode utilisée pour déterminer la valeur actualisée de l'OPD, du coût correspondant des services rendus au cours de l'exercice et du coût des services passés des autres avantages à long terme est la même que celle utilisée pour les régimes de retraite.

Le coût des services, les intérêts nets et les réévaluations du passif au titre des avantages à long terme sont comptabilisés en résultat net au poste Avantages du personnel à l'état consolidé du résultat global.

(iv) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi sont versées à la suite de la décision de la direction de Loto-Québec de mettre fin à l'emploi d'un membre du personnel avant l'âge normal de départ à la retraite ou à la suite de la décision du membre du personnel d'accepter une offre d'indemnité et de partir volontairement. La direction de Loto-Québec comptabilise les indemnités de cessation d'emploi lorsqu'elle ne peut plus retirer ses offres d'indemnités ou lorsqu'elle s'est manifestement engagée à mettre fin à l'emploi de certains membres du personnel en leur communiquant un plan formalisé et détaillé, et ce, sans possibilité réelle de se rétracter. Les indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisées au poste Avantages du personnel à l'état consolidé du résultat global.

g) Taxes à la consommation

Les taxes payées sur les produits et services acquis et attribuables aux activités liées au jeu ne peuvent être recouvrées par Loto-Québec. Ces taxes sont comptabilisées comme un élément du coût auquel elles se rapportent.

De plus, en vertu des règlements sur les jeux de hasard concernant la taxe de vente du Québec (TVQ) et de la Loi sur la taxe d'accise (taxe sur les produits et services (TPS)), Loto-Québec paie des taxes additionnelles sur ces produits et services acquis et attribuables aux activités liées au jeu. Ces taxes sont présentées distinctement à l'état consolidé du résultat global.

Les taxes nettes attribuables aux activités liées au jeu représentent ainsi environ 30 % de la majeure partie des charges taxables liées au jeu, tandis que celles attribuables aux activités non liées au jeu sont calculées de la même façon que pour les autres entités assujetties aux taxes à la consommation.

h) Produits financiers et charges financières

Les produits financiers, comptabilisés distinctement à l'état consolidé du résultat global, comprennent les produits d'intérêts sur la trésorerie et équivalents de trésorerie et sur les prêts dans l'entreprise associée et dans une coentreprise détenue jusqu'au 2 novembre 2016.

Les charges financières, comptabilisées distinctement à l'état consolidé du résultat global, comprennent les intérêts sur les emprunts bancaires et la dette à long terme, l'effet de la désactualisation des provisions, la variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés ainsi que les gains et pertes de change sur les prêts. Les coûts d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qualifié sont comptabilisés en résultat net par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts reçus et payés sont présentés dans les activités d'exploitation, et le dividende payé, dans les activités de financement au tableau consolidé des flux de trésorerie.

i) Instruments financiers**(i) Instruments financiers non dérivés**

Les instruments financiers non dérivés comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les prêts et avance dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les actifs financiers liés aux rentes viagères, les emprunts bancaires, le dividende à payer, les fournisseurs et frais courus, les lots aux gagnants à payer, les salaires à payer, le montant à payer à la SCMR, les passifs financiers liés aux rentes viagères ainsi que la dette à long terme.

Les instruments financiers non dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de transaction. Après la comptabilisation initiale, les instruments financiers non dérivés sont évalués de la façon décrite ci-dessous.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à un actif financier arrivent à expiration, ou lorsqu'un actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, d'annulation ou d'expiration.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont subséquemment évalués à l'état consolidé de la situation financière, au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif et diminué des moins-values nettes. Les produits d'intérêts sont comptabilisés au poste Produits financiers à l'état consolidé du résultat global.

Loto-Québec a classé dans la catégorie Prêts et créances la trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les prêts et avance dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ainsi que les actifs financiers liés aux rentes viagères.

Passifs financiers

Les emprunts bancaires, le dividende à payer, les fournisseurs et frais courus, les lots aux gagnants à payer, les salaires à payer, le montant à payer à la SCMR, les passifs financiers liés aux rentes viagères ainsi que la dette à long terme sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(ii) Instruments financiers dérivés

Loto-Québec détient des contrats de change afin de couvrir ses expositions au risque de change. Ceux-ci sont comptabilisés à leur juste valeur et classés dans la catégorie Instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net. Les contrats de change ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture qualifiée, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées immédiatement en résultat net au poste Autres charges de l'état consolidé du résultat global.

(iii) Juste valeur

Loto-Québec classe les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et ceux évalués au coût amorti pour lesquels la juste valeur est présentée selon une hiérarchie à trois niveaux fondée sur le type de données utilisées pour réaliser ces évaluations :

- Niveau 1 : cours (non ajusté) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (c'est-à-dire les prix) ou indirectement (c'est-à-dire les dérivés des prix);
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur les données du marché (données non observables).

La juste valeur d'un actif financier négocié sur un marché actif reflète généralement le cours acheteur et celle d'un passif financier négocié sur un marché actif, le cours vendeur. Si le marché d'un instrument financier n'est pas actif, la juste valeur est déterminée au moyen d'une technique d'évaluation faisant appel, autant que possible, à des données observées sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent entre autres l'utilisation des informations disponibles sur des opérations conclues récemment sur le marché, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles d'évaluation.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, Loto-Québec a recours à des hypothèses couvrant le montant, l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation utilisés. Ces hypothèses sont basées principalement sur des facteurs observables sur les marchés externes, y compris des facteurs comme les taux d'intérêt, les différentiels de taux d'intérêt, les taux de change ainsi que la volatilité des prix et des taux, selon le cas. Les hypothèses ou les données qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables sont utilisées lorsque des données externes ne sont pas disponibles.

j) Contrats de location simple

Lorsque Loto-Québec est un locataire et que la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété ne lui est pas transférée, les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant toute la période de location. Les frais connexes sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

k) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de Loto-Québec consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les fonds en caisse des casinos ainsi que les soldes bancaires.

l) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. La méthode d'établissement du coût est le coût moyen.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

Les stocks comprennent les aliments et boissons, les billets et les stocks de papeterie de loterie.

m) Immobilisations corporelles

(i) Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des moins-values nettes.

Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Le coût d'un actif produit par Loto-Québec pour elle-même comprend le coût des matières premières, de la main-d'œuvre directe, tout autre coût directement attribuable pour permettre d'utiliser l'actif dans les conditions d'exploitation prévues par la direction et les coûts d'emprunt capitalisés relatifs aux actifs qualifiés.

Un logiciel acquis qui fait partie intégrante des fonctionnalités du matériel auquel il est associé est comptabilisé comme une composante de ce matériel.

Les profits et pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés par comparaison du produit de cession à la valeur comptable nette de l'immobilisation et sont comptabilisés au poste Autres charges.

(ii) Coûts ultérieurs

Le coût de remplacement d'une composante d'une immobilisation corporelle est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il peut être évalué de façon fiable et s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à Loto-Québec. La valeur comptable de la composante remplacée est décomptabilisée. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés au poste Autres charges au moment où ils sont encourus.

(iii) Amortissement

L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif diminué de sa valeur résiduelle.

Lorsque des parties significatives des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées en tant que composantes distinctes de l'immobilisation corporelle.

L'amortissement est comptabilisé en résultat net pour chaque composante d'une immobilisation corporelle selon le mode linéaire sur la durée estimée de chaque partie d'une immobilisation corporelle, étant donné que ce mode représente le rythme estimé de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif.

L'amortissement est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée aux taux suivants à partir de la date où les immobilisations corporelles sont prêtes à être mises en service :

Immeubles	de 1,82 % à 6,67 %
Aménagement des stationnements	4 % et 5 %
Aménagement des stationnements loués	de 2,86 % à 33,33 %
Aménagement intérieur	de 5 % à 20 %
Aménagement extérieur	de 5 % à 14,29 %
Améliorations locatives	de 3,7 % à 12,5 %
Équipement et autres	de 6,67 % à 33,33 %

Loto-Québec revoit les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles de ses immobilisations corporelles à la clôture de chaque exercice et les ajuste si nécessaire.

Les immobilisations corporelles en cours, les terrains ainsi que les œuvres d'art ne sont pas amortis.

L'amortissement est comptabilisé au poste Dotation aux amortissements à l'état consolidé du résultat global.

n) Immobilisations incorporelles

(i) Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations incorporelles, composées de logiciels et de licences, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements.

Les coûts directement attribuables à la phase de développement d'un projet sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles, à la condition qu'ils remplissent les critères suivants :

- Les dépenses de développement peuvent être évaluées de façon fiable;
- Le projet est réalisable techniquement et commercialement;
- Loto-Québec a l'intention d'achever le projet et dispose de suffisamment de ressources pour y arriver;
- Loto-Québec a la capacité de mettre en service le logiciel;
- Le logiciel générera des avantages économiques futurs probables.

Les dépenses de développement ne remplissant pas ces critères de capitalisation sont comptabilisées en charges au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

Les immobilisations incorporelles générées à l'interne comprennent les coûts de développement des logiciels développés ou modifiés à l'interne, c'est-à-dire le coût des matériaux, de la main-d'œuvre directe, tout autre coût directement attribuable pour permettre d'utiliser l'actif dans les conditions d'exploitation prévues par la direction et les coûts d'emprunt capitalisés relatifs aux actifs qualifiés.

Le coût des immobilisations incorporelles acquises comprend les coûts directement liés à l'acquisition des licences et des logiciels ainsi que ceux liés à leur installation.

Lorsque des parties significatives des immobilisations incorporelles ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées en tant que composantes distinctes de l'immobilisation incorporelle.

(ii) Coûts ultérieurs

Le coût de remplacement d'une composante d'une immobilisation incorporelle acquise est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il peut être évalué de façon fiable et s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à Loto-Québec. La valeur comptable de la composante remplacée est décomptabilisée. Toutes les autres charges sont comptabilisées en résultat net à mesure qu'elles sont engagées.

(iii) Amortissement

L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif diminué de sa valeur résiduelle. Il est comptabilisé en résultat net selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles, à partir de la date où elles sont prêtes à être mises en service, aux taux suivants :

Licences acquises	sur la durée du contrat
Logiciels acquis	de 10 % à 25 %
Logiciels générés à l'interne	de 6,67 % à 33,33 %

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à la clôture de chaque exercice et ajustés si nécessaire.

Les projets informatiques en développement ne sont pas amortis.

L'amortissement est comptabilisé au poste Dotation aux amortissements à l'état consolidé du résultat global.

o) Dépréciation**(i) Actifs financiers**

Les actifs financiers sont évalués à la date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications objectives d'une dépréciation, et en leur présence, ils font l'objet d'un test de dépréciation. Un actif financier est considéré comme étant déprécié si des indications objectives confirment qu'un ou plusieurs événements ont eu une incidence négative sur ses flux de trésorerie futurs estimés.

Le montant d'une moins-value sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés à la méthode du taux d'intérêt effectif initial.

Les actifs financiers qui sont significatifs séparément sont soumis individuellement à un test de dépréciation. Les autres actifs financiers sont évalués collectivement, par groupes qui partagent les mêmes caractéristiques relativement au risque de crédit.

Toutes les moins-values nettes sont comptabilisées au poste Autres charges à l'état consolidé du résultat global.

Une moins-value est reprise si cette reprise peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la moins-value. La reprise est comptabilisée en résultat net au poste Autres charges à l'état consolidé du résultat global.

(ii) Actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers est revue à la date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications d'une dépréciation. Si de telles indications existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Dans le cas des immobilisations incorporelles qui n'ont pas encore été mises en service, la valeur recouvrable est estimée au même moment au cours de chaque exercice.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT correspond à la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés par l'application d'un taux qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Aux fins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs (l'UGT).

Une moins-value est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les moins-values sont comptabilisées en résultat net au poste Dotation aux amortissements et moins-values nettes.

Tous les actifs non financiers sont subséquemment réévalués afin de relever tout indice indiquant qu'une moins-value comptabilisée antérieurement peut ne plus exister. Une moins-value peut être reprise si la valeur recouvrable de l'actif ou l'UGT excède sa valeur comptable.

p) Provisions

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, Loto-Québec a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de façon fiable, et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant des provisions est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, à un taux qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif. L'effet de la désactualisation est comptabilisé au poste Charges financières à l'état consolidé du résultat global.

5 | PRODUITS, COÛT DES VENTES ET BÉNÉFICE BRUT

Secteurs d'activité	2017				Total
	Loteries	Casinos	Établissements de jeux	Élimination des transactions intersecteurs	
Produits					
Jeux	1 827 896	744 773	993 517	–	3 566 186
Restauration	–	75 474	–	(24 561)	50 913
Hébergement	–	18 528	–	–	18 528
	1 827 896	838 775	993 517	(24 561)	3 635 627
Coût des ventes					
Lots attribués	987 611	–	24 741	–	1 012 352
Commissions	128 298	8 867	202 712	–	339 877
Impression	20 721	–	1 448	–	22 169
Aliments et boissons	–	25 580	–	–	25 580
	1 136 630	34 447	228 901	–	1 399 978
Bénéfice brut	691 266	804 328	764 616	(24 561)	2 235 649

Secteurs d'activité	2016				Total
	Loteries	Casinos	Établissements de jeux	Élimination des transactions intersecteurs	
Produits					
Jeux	1 797 590	720 858	980 333	–	3 498 781
Restauration	–	68 777	–	(23 850)	44 927
Hébergement	–	16 575	–	–	16 575
	1 797 590	806 210	980 333	(23 850)	3 560 283
Coût des ventes					
Lots attribués	935 837	–	25 006	–	960 843
Commissions	124 764	6 589	200 888	–	332 241
Impression	20 825	–	1 607	–	22 432
Aliments et boissons	–	23 324	–	–	23 324
	1 081 426	29 913	227 501	–	1 338 840
Bénéfice brut	716 164	776 297	752 832	(23 850)	2 221 443

6 | AVANTAGES DU PERSONNEL

	2017	2016
Avantages du personnel à court terme	386 221	376 938
Avantages postérieurs à l'emploi	36 653	40 796
Autres avantages à long terme	454	447
Indemnités de cessation d'emploi	180	4 546
	423 508	422 727

7 PAIEMENTS SPÉCIAUX

	2017	2016
Compensation au Gouvernement du Canada	16 934	16 762
Compensations aux organismes sans but lucratif (OSBL)	4 265	4 344
	21 199	21 106

Compensation au Gouvernement du Canada

À la suite d'une entente intervenue entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral concernant le retrait du gouvernement fédéral du domaine des loteries, les provinces remettent annuellement au gouvernement fédéral la somme de 24 000 \$ en dollars de 1979, ce qui représente 73 025 \$ en dollars d'aujourd'hui pour l'exercice clos le 31 mars 2017 (2016 : 72 021 \$).

La quote-part du Gouvernement du Québec est payable par Loto-Québec selon la convention intervenue entre les provinces et les sociétés de loterie régionales.

Compensations aux OSBL

À titre de mandataire de Loto-Québec, la Société des établissements de jeux du Québec inc. accorde à certains organismes de charité ou organismes religieux titulaires d'une licence de bingo un montant équivalant à différents pourcentages des produits moins la valeur des lots versés aux gagnants dépendamment des produits du bingo.

8 CHARGES FINANCIÈRES NETTES

	2017	2016
Produits d'intérêts sur les prêts à Casinos Développement Europe	631	957
Produits d'intérêts - autres	1 139	1 189
Total des produits financiers	1 770	2 146
Charges d'intérêts sur emprunts bancaires ¹	2 680	2 663
Charges d'intérêts sur dette à long terme	8 404	11 074
(Gain) perte sur contrats de change	(677)	1 861
Gain de change sur les prêts à Casinos Développement Europe	(122)	(1 080)
Total des charges financières	10 285	14 518
Charges financières nettes	8 515	12 372

¹ Les charges d'intérêts sur emprunts bancaires incluent 1 559 \$ (2016 : 1 821 \$) auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

9 CONTRIBUTIONS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2017	2016
Ministère de la Santé et des Services sociaux	22 000	22 000
Ministère de la Sécurité publique	3 000	3 000
	25 000	25 000

Les engagements afférents à ces contributions sont détaillés à la note 22.

10 CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

	2017	2016
Détaillants ¹	38 990	30 104
Société de la Loterie Interprovinciale	20 788	28 892
Autres	9 530	8 396
	69 308	67 392

¹ Selon la Convention de détaillant, Loto-Québec a un droit juridiquement exécutoire de compenser les créances clients du détaillant et les charges à payer à ce dernier et a l'intention de régler les montants nets. Au 31 mars 2017, les montants bruts des créances clients et des charges à payer compensés sont respectivement de 48 240 \$ (2016 : 51 130 \$) et de 9 250 \$ (2016 : 21 026 \$). Les montants nets du règlement sont de 38 990 \$ (2016 : 30 104 \$).

11 STOCKS

	2017	2016
Aliments et boissons	3 678	3 184
Billets et stocks de papeterie de loterie	5 701	6 587
	9 379	9 771

Pour l'exercice, le coût des stocks comptabilisé en charge est de 46 301 \$ (2016 : 44 149 \$).

12 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS LIÉS AUX RENTES VIAGÈRES

Certains produits offerts par Loto-Québec comprennent des rentes viagères à titre de gros lot. Pour les gagnants de gros lots qui choisissent de recevoir des rentes viagères plutôt que des montants forfaitaires, Loto-Québec confie à une tierce partie l'émission et l'administration de la rente, sans être légalement déchargée de sa responsabilité à l'égard de l'obligation.

	2017		2016	
	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
Solde au 1 ^{er} avril	88 688	88 688	74 992	74 992
Nouvelles rentes de l'exercice	24 293	24 293	14 696	14 696
Amortissement de l'exercice	(1 225)	(1 225)	(1 000)	(1 000)
Solde au 31 mars	111 756	111 756	88 688	88 688
Portion courante	(1 413)	(1 413)	(1 140)	(1 140)
	110 343	110 343	87 548	87 548

Les rentes sont évaluées initialement à la juste valeur qui correspond au montant versé à la tierce partie.

L'amortissement, présenté dans le poste Autres charges à l'état consolidé du résultat global, est calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, lequel est établi en prenant en considération l'espérance de vie des gagnants.

13 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE, PRÊTS ET AVANCE

	2017	2016
Participations	24 927	25 398
Prêts et avance	8 808	21 976
	33 735	47 374

PARTICIPATIONS

Participations et quotes-parts dans les entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	2017	2016	
	SCMR	SCMR	Casinos Développement Europe
Titres de participation			
Avec droit de vote	Parts A : 50 %	Parts A : 50 %	35 %
Avec droit de participation	Parts A : 50 % Parts B : 33 %	Parts A : 50 % Parts B : 33 %	35 %
Valeur comptable des participations	24 927	25 398	—
Quote-part de Loto-Québec par sa détention de parts A et B	(1 151)	(1 406)	—
Quote-part aux partenaires par leur détention de parts C	(3 828)	(3 669)	—
Contribution nette			
Quotes-parts du résultat net dans les entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(4 979)	(5 075)	—

SCMR

En vertu de l'entente de garantie entre Loto-Québec et la SCMR et selon les modalités de distribution prévues à l'entente de partenariat, selon laquelle les parts A, B et C de la SCMR sont participantes aux résultats de différents types d'opérations de la SCMR, la contribution nette représente la portion des liquidités générées par les opérations du Casino de Charlevoix à remettre aux partenaires, détenteurs des parts C, en tenant compte de la quote-part de Loto-Québec de par la détention de celle-ci des parts A et B dans les résultats générés par le Manoir Richelieu.

Casinos Développement Europe

Le 2 novembre 2016, Loto-Québec a cédé sa participation et ses prêts dans Casinos Développement Europe pour une contrepartie en espèces de 19 688 \$. Le tableau ci-dessous résume la contrepartie reçue à la suite de la cession de la participation et des prêts ainsi que le gain résultant de la cession comptabilisé au poste Autres charges à l'état consolidé du résultat global.

Produit de cession en espèces	19 688
Valeur comptable des actifs cédés	
Participation	—
Prêts	15 222
	15 222
Gain à la cession	4 466

La quote-part du résultat net non constaté pour l'exercice clos le 31 mars 2017 est une perte nette de 677 \$ (2016 : 180 \$) et une perte cumulative non constatée de 1 641 \$ (2016 : 964 \$).

Informations financières résumées sans prise en compte du taux de participation détenu par Loto-Québec

	2017		2016	
	SCMR	Casinos Développement Europe	SCMR	Casinos Développement Europe
Total des actifs courants	5 003	16 454	6 742	10 335
Total des actifs non courants	92 235	66 214	93 124	54 970
Total des actifs	97 238	82 668	99 866	65 305
Total des passifs courants	5 074	8 745	5 365	9 348
Total des passifs non courants	11 455	220 640	10 339	204 973
Total des passifs	16 529	229 385	15 704	214 321
Produits	29 641	20 630	30 454	15 270
Résultat net et global - perte générée par le Manoir Richelieu	(4 078)	—	(4 273)	—
Quote-part aux partenaires, détenteurs des parts C	2 324	—	3 061	—
Résultat net et résultat global - perte	(1 754)	(677)	(1 212)	(180)

La fin d'exercice de la SCMR est le 31 décembre. Cependant, Loto-Québec considère les résultats de cette société pour la période du 1^{er} avril au 31 mars aux fins de la comptabilisation de sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. Les informations financières résumées dans le tableau ci-dessus sont celles du 31 décembre.

La fin d'exercice de Casinos Développement Europe est le 31 octobre. Loto-Québec a considéré les résultats disponibles à la date de préparation de ses états financiers consolidés aux fins de la comptabilisation de sa participation selon la méthode de la mise en équivalence jusqu'à la date de cession, soit le 2 novembre 2016 (2016 : considération de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015). Les informations financières résumées dans le tableau ci-dessus sont celles du 31 octobre.

PRÊTS ET AVANCE

	2017	2016
Casinos Développement Europe		
Prêts, en euros, taux fixe de 8 %, capital et intérêts composés, cédés le 2 novembre 2016	—	14 468
SCMR		
Prêt, taux fixe de 5 %, intérêts encaissables annuellement, sans modalité d'encaissement	2 508	2 508
Prêt, taux fixe de 1,05 %, intérêts encaissables annuellement, encaissable le 5 mai 2021	1 300	—
Avance, sans intérêt, encaissable le 13 avril 2019	5 000	5 000
	8 808	21 976

Pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 31 mars 2016, la direction estime que les prêts et l'avance n'ont subi aucune dévaluation.

14 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Aménagement				Améliorations locatives	Équipement et autres	Œuvres d'art	En cours¹	Total
	Terrains	Immeubles	Stationnements	Intérieur et extérieur					
Coût									
Solde au 1 ^{er} avril 2015	46 101	427 155	123 042	433 692	79 135	646 791	8 267	38 600	1 802 783
Entrées	–	(154)	–	25 234	214	42 999	–	16 522	84 815
Reclassement <i>En cours</i> mis en service	–	4 668	–	29 197	–	–	–	(33 865)	–
Sorties	–	(1 871)	–	–	(187)	(47 005)	(392)	–	(49 455)
Solde au 31 mars 2016	46 101	429 798	123 042	488 123	79 162	642 785	7 875	21 257	1 838 143
Entrées	–	744	(3)	14 610	6 910	36 378	–	15 069	73 708
Reclassement <i>En cours</i> mis en service	–	7 570	6	13 256	52	–	–	(21 052)	(168)
Sorties	(1 968)	(5 774)	(1 656)	(6 935)	(380)	(51 341)	–	–	(68 054)
Solde au 31 mars 2017	44 133	432 338	121 389	509 054	85 744	627 822	7 875	15 274	1 843 629
Amortissement cumulé									
Solde au 1 ^{er} avril 2015	–	176 578	83 050	209 938	53 214	358 767	–	–	881 547
Dotation aux amortissements pour l'exercice	–	13 325	4 651	27 545	3 861	67 475	–	–	116 857
Sorties	–	(1 870)	–	–	(187)	(43 906)	–	–	(45 963)
Solde au 31 mars 2016	–	188 033	87 701	237 483	56 888	382 336	–	–	952 441
Dotation aux amortissements pour l'exercice	–	13 516	4 650	28 623	3 908	64 884	–	–	115 581
Sorties	–	(4 263)	(886)	(5 944)	(379)	(37 539)	–	–	(49 011)
Solde au 31 mars 2017	–	197 286	91 465	260 162	60 417	409 681	–	–	1 019 011
Valeurs comptables nettes									
Au 31 mars 2016	46 101	241 765	35 341	250 640	22 274	260 449	7 875	21 257	885 702
Au 31 mars 2017	44 133	235 052	29 924	248 892	25 327	218 141	7 875	15 274	824 618

¹ La répartition par catégorie des immobilisations corporelles en cours représente :

	2017	2016
Immeubles	44	7 570
Aménagement – stationnements	346	6
Aménagement – intérieur et extérieur	7 697	13 392
Améliorations locatives	656	115
Équipement et autres	6 531	174
	15 274	21 257

15 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Acquises	Générées à l'interne		
	Logiciels et licences	Logiciels	Projets informatiques en développement	Total
Coût				
Solde au 1 ^{er} avril 2015	52 793	205 619	3 206	261 618
Entrées	2 008	6 425	4 814	13 247
Reclassement projets informatiques mis en service	23	2 946	(2 969)	–
Sorties	(921)	(4 234)	–	(5 155)
Solde au 31 mars 2016	53 903	210 756	5 051	269 710
Entrées	1 650	7 166	5 624	14 440
Reclassement projets informatiques mis en service	–	4 739	(4 739)	–
Sorties	(29)	(1 826)	–	(1 855)
Solde au 31 mars 2017	55 524	220 835	5 936	282 295
Amortissement cumulé				
Solde au 1 ^{er} avril 2015	46 865	140 266	–	187 131
Dotation aux amortissements pour l'exercice	3 014	16 628	–	19 642
Sorties	(613)	(2 349)	–	(2 962)
Solde au 31 mars 2016	49 266	154 545	–	203 811
Dotation aux amortissements pour l'exercice	1 885	15 152	–	17 037
Sorties	(29)	(1 714)	–	(1 743)
Solde au 31 mars 2017	51 122	167 983	–	219 105
Valeurs comptables nettes				
Au 31 mars 2016	4 637	56 211	5 051	65 899
Au 31 mars 2017	4 402	52 852	5 936	63 190

16 EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires à terme de moins d'un an s'élèvent à 391 282 \$ (2016 : 451 000 \$), dont 295 300 \$ (2016 : 451 000 \$) auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, un organisme du gouvernement exerçant des opérations fiduciaires exclu du périmètre comptable du Gouvernement du Québec. Ces emprunts portent intérêt à des taux fixes, soit de 0,69 % à 0,90 % (2016 : de 0,78 % à 0,80 %).

17 CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2017	2016
Fournisseurs et frais courus ¹	85 843	76 635
Lots aux gagnants à payer	16 563	7 503
Salaires à payer	74 291	72 596
Avantages sociaux à payer	8 177	5 260
SCMR	2 682	3 637
TPS	5 440	3 558
TVQ	11 133	7 322
	204 129	176 511

¹ Le poste Fournisseurs et frais courus inclut des intérêts courus de 2 092 \$ (2016 : 2 631 \$) auprès du Fonds de financement du Gouvernement du Québec et de 8 \$ (2016 : 34 \$) auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

18 PROVISIONS

	2017	2016
Solde au 1 ^{er} avril	40 472	66 897
Constitution au cours de l'exercice	532 705	472 152
Utilisation au cours de l'exercice	(528 552)	(498 577)
Solde au 31 mars	44 625	40 472

Les provisions sont composées ainsi :

Provision pour lots gagnants

Cette provision est constituée de lots à réclamer sur les billets de loteries passives et instantanées, déterminés selon un taux théorique appliqué aux produits moins les montants des lots déboursés. Un an après la date de tirage ou celle du retrait des billets, cette provision est transférée à celle pour les lots non réclamés.

Provision pour lots non réclamés

Cette provision est constituée de lots non réclamés de tous les produits de loterie à l'exclusion des jeux pancanadiens, lesquels servent à l'attribution de lots bonis. Les versements des lots bonis sont établis selon le plan marketing de Loto-Québec.

Provision pour lots progressifs

Cette provision provient principalement des lots progressifs de machines à sous des casinos. La provision croît selon l'activité réelle de jeu du lot progressif en question. Le montant minimal à payer est connu. L'échéance de la provision correspond au moment où le lot sera effectivement gagné, mais ce moment est inconnu.

19 DETTE À LONG TERME

	2017	2016
Emprunts auprès du Fonds de financement du Gouvernement du Québec, intérêts payables semestriellement, remboursables aux échéances et aux taux suivants :		
1 ^{er} décembre 2016, taux fixe de 3,262 %	–	49 625
1 ^{er} décembre 2017, taux fixe de 1,952 %	40 000	40 000
1 ^{er} décembre 2018, taux fixe de 1,608 %	50 000	50 000
19 décembre 2018, taux fixe de 2,171 %	50 000	50 000
1 ^{er} décembre 2020, taux fixe de 4,102 %	43 375	43 375
1 ^{er} septembre 2023, taux fixe de 3,133 %	25 000	25 000
1 ^{er} décembre 2033, taux fixe de 3,720 %	25 000	25 000
1 ^{er} décembre 2043, taux fixe de 3,753 %	25 000	25 000
	258 375	308 000
Coûts de transaction	(724)	(947)
	257 651	307 053
Moins portion courante	(40 000)	(49 625)
	217 651	257 428

20 PASSIF NET AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES ET AUTRES AVANTAGES À LONG TERME**a) Régimes généraux et obligatoires**

Les membres du personnel de Loto-Québec, de la Société des établissements de jeux du Québec inc. et de Technologies Nter, société en commandite participent au RREGOP ou au RRPE. Ces régimes sont à prestations définies, et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Le 1^{er} janvier 2017, le taux de cotisation des employés et de l'employeur pour le RREGOP est passé à 11,05 % (2016 : 11,12 %) de la masse salariale admissible et celui pour le RRPE est passé à 15,03 % (2016 : 14,38 %). Les cotisations imputées aux résultats consolidés de l'exercice pour ces régimes généraux et obligatoires s'élèvent à 10 471 \$ (2016 : 10 400 \$). Les obligations de Loto-Québec envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 4,94 % au 1^{er} janvier 2017 (5,73 % au 1^{er} janvier 2016) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et d'un montant équivalent, pour les employeurs. Ainsi, Loto-Québec versera un montant supplémentaire pour l'année civile 2017 correspondant à 9,88 % de la masse salariale admissible (2016 : 11,46 %).

b) Régimes à prestations définies**(i) Caractéristiques des régimes de retraite**

La Société des casinos du Québec inc. a deux régimes de retraite à prestations définies, soit le Régime de retraite des employés de la Société des casinos du Québec inc. (le Régime des employés) et le Régime de retraite du personnel cadre et professionnel de la Société des casinos du Québec inc. (le Régime du personnel cadre et professionnel). La participation à ces régimes est obligatoire pour tous les employés de la Société des casinos du Québec inc. lorsque les critères d'admissibilité sont satisfaits. Ces régimes assureront des prestations de retraite établies en fonction des gains admissibles annuels indexés (indexation annuelle maximale de 2 %) pour le Régime des employés, et en fonction du nombre d'années de service et du salaire moyen des trois meilleures années consécutives pour le Régime du personnel cadre et professionnel. Les prestations versées aux retraités seront majorées chaque année de 50 % de la hausse de l'indice des prix à la consommation (indexation annuelle maximale de 2 %). La cotisation de l'exercice de la Société des casinos du Québec inc. sera égale à celle des employés sauf si l'actuaire juge qu'elle devrait être plus élevée pour financer les prestations définies et amortir tout déficit du régime. Tout excédent d'actif sera utilisé pour rembourser la Société des casinos du Québec inc., sous forme de congé de cotisations d'exercice jusqu'à concurrence du solde des cotisations d'équilibre. Un montant équivalant à 20 % de tout solde d'excédent d'actif sera utilisé pour réduire à parts égales les cotisations des employés et de la Société des casinos du Québec inc.

Loto-Québec offre à la haute direction le Régime de retraite supplémentaire pour les cadres dirigeants de Loto-Québec (le Régime supplémentaire) pour verser des prestations viagères en excédent des limites prévues à la Loi de l'impôt sur le revenu.

Les actifs des régimes sont gérés par des caisses de retraite distinctes de Loto-Québec sur le plan juridique. Les comités de retraite des caisses de retraite doivent, conformément à leurs statuts, agir dans le meilleur intérêt des participants et sont responsables d'établir les politiques de placement. Les politiques de placement établissent notamment un portefeuille de référence indiquant l'allocation cible de l'actif des régimes entre les diverses catégories de placement ainsi que des bornes minimales et maximales. De son côté, le gestionnaire a la mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les comités de retraite en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leurs politiques de placement.

Des évaluations actuarielles aux fins de capitalisation sont effectuées afin de respecter les lois sur les régimes de retraite. Les plus récentes évaluations pour le Régime des employés et le Régime du personnel cadre et professionnel ont été effectuées en date du 31 décembre 2015. Les prochaines évaluations seront effectuées au plus tard en date du 31 décembre 2018. La plus récente évaluation pour le Régime supplémentaire a été effectuée en date du 31 mars 2016 et la prochaine évaluation sera effectuée en date du 31 mars 2017.

(ii) **Risques relatifs aux régimes de retraite**

Les régimes exposent Loto-Québec à des risques actuariels comme le risque lié au taux d'intérêt, le risque lié à l'investissement, le risque lié à la longévité, le risque lié à l'âge moyen au début de la retraite, le risque lié au taux d'inflation et le risque lié au taux de croissance de la rémunération.

Risque lié au taux d'intérêt

Une diminution du rendement du marché des obligations d'entreprises de haute qualité fera augmenter les OPD des régimes de retraite, bien que, selon les attentes, cela soit contrebalancé en grande partie par une augmentation de la juste valeur du portefeuille obligataire des régimes.

Risque lié à l'investissement

La valeur actualisée de l'OPD est calculée en fonction d'un taux d'actualisation déterminé par référence au rendement des obligations d'entreprises de haute qualité; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ce taux, une perte sera générée.

Les actifs des régimes au 31 mars 2017 se composent essentiellement d'actions canadiennes et mondiales, d'obligations et de fonds immobiliers. La juste valeur des actifs des régimes est exposée à leur marché respectif et au rendement sur les placements réalisés par les gestionnaires retenus.

Risque lié à la longévité

La valeur actualisée de l'OPD est calculée en fonction de la meilleure estimation des taux de mortalité chez les participants aux régimes, pendant et après l'emploi. Loto-Québec est tenue de fournir des avantages pour la vie aux membres des régimes. L'augmentation de l'espérance de vie des membres fera augmenter l'OPD.

Risque lié à l'âge moyen au début de la retraite

La valeur actualisée de l'OPD est calculée en fonction de l'âge anticipé des participants aux régimes au début de la retraite. Ainsi, une réduction de l'âge moyen des participants aux régimes au début de la retraite aura pour effet de faire augmenter l'OPD.

Risque lié au taux d'inflation

Un pourcentage considérable de l'OPD est lié à l'inflation. Une hausse du taux d'inflation fera augmenter l'OPD. Une partie des actifs des régimes est constituée de titres d'emprunts liés à l'inflation, qui atténuent certaines répercussions de l'inflation.

Risque lié au taux de croissance de la rémunération

La valeur actualisée de l'OPD est calculée en fonction des augmentations de salaire futures des participants aux régimes. Ainsi, toute majoration du taux de croissance de la rémunération des participants aux régimes aura pour effet de faire augmenter l'OPD.

(iii) **Explications des montants comptabilisés dans les états financiers**

Les montants suivants comprennent l'OPD des régimes de retraite et des autres avantages à long terme, de même que la juste valeur des actifs des régimes de retraite à la clôture de l'exercice :

	2017	2016
Valeur actualisée des OPD non capitalisées	11 505	11 051
Valeur actualisée des OPD capitalisées	582 176	512 268
Total de la valeur actualisée des OPD	593 681	523 319
Juste valeur des actifs des régimes	593 523	513 098
Passif net au titre des prestations définies et autres avantages à long terme	158	10 221

Les variations de la valeur actualisée de l'OPD ainsi que de la juste valeur des actifs se présentent comme suit :

			2017	2016
	Régimes de retraite	Autres avantages à long terme	Total	Total
OPD				
Solde au début	512 268	11 051	523 319	506 584
Coût des services rendus de l'exercice	24 100	–	24 100	27 969
Intérêts débiteurs	21 887	–	21 887	20 271
Coût des services passés	12	–	12	254
Cotisations des employés	16 688	–	16 688	16 312
Prestations versées	(11 424)	–	(11 424)	(13 979)
Écarts actuariels	18 645	454	19 099	(34 092)
Solde à la fin	582 176	11 505	593 681	523 319
Juste valeur de l'actif des régimes				
Solde au début	513 098	–	513 098	504 314
Revenus d'intérêts	20 967	–	20 967	19 498
Rendement des actifs à l'exclusion des produits d'intérêts	37 313	–	37 313	(28 517)
Cotisations de l'employeur	18 031	–	18 031	16 599
Cotisations des employés	16 688	–	16 688	16 312
Prestations versées	(11 424)	–	(11 424)	(13 979)
Frais d'administration des régimes	(1 150)	–	(1 150)	(1 129)
Solde à la fin	593 523	–	593 523	513 098
Passif net au titre des prestations définies et autres avantages à long terme	(11 347)	11 505	158	10 221

La répartition de la juste valeur des actifs des régimes de retraite détenus au 31 mars se présente comme suit :

	2017		2016	
	Répartition %	Juste valeur \$	Répartition %	Juste valeur \$
Encaisse	1,3	7 483	1,3	6 787
Obligations	58,8	348 836	60,3	309 115
Actions canadiennes	8,5	50 574	9,7	49 874
Actions mondiales	23,4	138 952	20,1	103 217
Fonds immobiliers	8,0	47 678	8,6	44 105
	100,0	593 523	100,0	513 098

La juste valeur de tous les placements provient de données qui peuvent être corroborées par des données de marché observables pour la totalité de la durée de vie des actifs.

Les charges au titre des prestations définies imputées à l'état consolidé du résultat global au poste Avantages du personnel se détaillent comme suit :

			2017	2016
	Régimes de retraite	Autres avantages à long terme	Total	Total
Coût des services	24 112	–	24 112	28 223
Charge d'intérêts nette	920	–	920	773
Frais d'administration des régimes	1 150	–	1 150	1 400
Écarts actuariels relatifs aux autres avantages à long terme	–	454	454	447
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	26 182	454	26 636	30 843

Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global consolidé au titre des régimes à prestations définies se détaillent comme suit :

	2017	2016
Écarts actuariels découlant des modifications des hypothèses démographiques	6 382	–
Écarts actuariels découlant des modifications des hypothèses financières	(17 668)	42 087
Écarts actuariels découlant de l'expérience des régimes	(7 359)	(7 548)
Rendement des actifs à l'exclusion des produits d'intérêts	37 313	(28 246)
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies	18 668	6 293

Les moyennes pondérées des principales hypothèses actuarielles retenues à la date de clôture sont :

	2017		2016	
	Régimes de retraite	Autres avantages à long terme	Régimes de retraite	Autres avantages à long terme
OPD au 31 mars				
Taux d'actualisation	3,85 %	3,40 %	4,00 %	3,60 %
Taux d'inflation	1,60 %	1,60 %	1,50 %	1,50 %
Taux de croissance de la rémunération	2,60 %	2,60 %	2,50 %	2,50 %

Pour l'OPD au 31 mars 2017 et au 31 mars 2016, les hypothèses de mortalité sont basées sur 120 % pour les hommes du Régime des employés, 100 % pour les femmes du Régime des employés, 100 % pour les hommes du Régime du personnel cadre et professionnel et du Régime supplémentaire, et 95 % pour les femmes du Régime du personnel cadre et professionnel et du Régime supplémentaire des taux de mortalité de la table CPM2014, secteur public, et de la courbe de projection CPM-B.

La durée de vie moyenne à l'âge de 65 ans au 31 mars 2017 est de :

	2017		2016	
	Femme	Homme	Femme	Homme
Régime des employés	24,7 ans	21,5 ans	24,6 ans	21,4 ans
Régime du personnel cadre et professionnel et Régime supplémentaire	25,1 ans	22,8 ans	25,0 ans	22,7 ans

(iv) Montant, échéancier et degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs

Les hypothèses actuarielles importantes pour la détermination de l'OPD des régimes de retraite sont le taux d'actualisation, le taux d'inflation, le taux de croissance de la rémunération et les taux de mortalité. Le calcul de l'OPD est sensible à ces hypothèses.

Le tableau suivant résume l'incidence des modifications de ces hypothèses actuarielles sur l'OPD des régimes de retraite au 31 mars 2017 :

	2017		2016	
	Augmentation à 4,85 %	Diminution à 2,40 %	Augmentation à 5,00 %	Diminution à 3,00 %
Taux d'actualisation				
(Diminution) augmentation de l'OPD	(89 919)	106 218	(89 842)	108 789
	Augmentation à 2,60 %	Diminution à 0,60 %	Augmentation à 2,50 %	Diminution à 0,50 %
Taux d'inflation				
Augmentation (diminution) de l'OPD	26 968	(50 924)	39 354	(63 771)
	Augmentation à 3,60 %	Diminution à 1,60 %	Augmentation à 3,50 %	Diminution à 1,50 %
Taux de croissance de la rémunération				
Augmentation (diminution) de l'OPD	5 156	(4 942)	6 553	(6 253)
	Augmentation à 110 % des taux	Diminution à 90 % des taux	Augmentation à 110 % des taux	Diminution à 90 % des taux
Taux de mortalité				
(Diminution) augmentation de l'OPD	(6 909)	7 537	(6 476)	7 059

La valeur actualisée de l'OPD est calculée, dans les analyses de sensibilité, selon la même méthode que celle de l'OPD comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière, soit la méthode des unités de crédit projetées. Les analyses de sensibilité sont fondées sur la modification d'une seule hypothèse. L'analyse peut ne pas être représentative de la modification actuelle de l'OPD, puisqu'il est peu probable que la modification liée aux hypothèses survienne de façon isolée, car certaines des hypothèses peuvent être corrélées.

Le Régime des employés et le Régime du personnel cadre et professionnel sont capitalisés en accord avec la législation applicable, et leurs actifs sont détenus par une société de fiducie indépendante. Le Régime supplémentaire est capitalisé en vertu des règles de ce régime. Les cotisations minimales versées aux régimes sont fondées sur la dernière évaluation actuarielle de chacun des régimes.

Selon les résultats de la dernière évaluation actuarielle de chacun de ces régimes de retraite, Loto-Québec s'attend à verser des cotisations de 17 695 \$ au cours du prochain exercice.

La duration moyenne pondérée de l'OPD des régimes de retraite au 31 mars 2017 est de 16,28 années (2016 : 19,8 années).

21 | GESTION DU CAPITAL

Le capital de Loto-Québec comprend les emprunts bancaires, la dette à long terme, le capital-actions et les résultats non distribués.

La structure du capital, telle qu'elle est définie par Loto-Québec, s'établit comme suit :

	2017	2016
Emprunts bancaires	391 282	451 000
Dette à long terme	257 651	307 053
Capital-actions	170	170
Résultats non distribués	86 300	86 300
	735 403	844 523

Loto-Québec gère son capital de façon à répondre aux exigences de son actionnaire et à assurer la protection de ses fonds en tout temps. Elle maintient un cadre de gestion rigoureux afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objectifs spécifiés dans sa loi constitutive.

Loto-Québec assume l'entière responsabilité du financement de ses activités. En cours d'exercice, elle verse le dividende au ministre des Finances du Québec, son actionnaire, sous forme d'avances périodiques. Le dividende déclaré est déduit des capitaux propres de l'exercice et correspond au résultat net de l'exercice, duquel sont déduites les contributions au Gouvernement du Québec. En raison de ce mode de distribution, Loto-Québec doit recourir à des sources de financement externes.

Pour ce faire, Loto-Québec est autorisée par le Gouvernement du Québec à emprunter à court terme jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 575 000 \$, auprès d'institutions financières ou du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement du Gouvernement du Québec, et à contracter des dettes à long terme jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 1 000 000 \$ auprès de ce même fonds. Malgré ce qui précède, le montant total des emprunts courants et non courants ne peut excéder en aucun moment un montant total de 1 300 000 \$. Au cours de l'exercice, Loto-Québec a respecté les exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise.

Loto-Québec n'est assujettie à aucune autre exigence concernant le recours à des sources de financement externes.

Les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital n'ont pas changé depuis le 31 mars 2016.

22 PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS

a) Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, Loto-Québec fait l'objet de diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction de Loto-Québec conteste ces réclamations et poursuites judiciaires. Aucune provision n'est comptabilisée dans les livres de Loto-Québec relativement à ces passifs éventuels, car la direction estime que les règlements pouvant découler de celles-ci n'auraient pas d'effet significatif sur les états financiers consolidés.

b) Engagements

(i) Baux

Loto-Québec est liée par des baux échéant à diverses dates jusqu'en mai 2035 pour la location de locaux administratifs et d'un terrain. Ces baux comportent, dans certains cas, une option de renouvellement tacite de 2 à 5 ans, jusqu'à une durée maximale de 60 ans.

L'échéance des loyers liés aux contrats de location simple non résiliables se détaille ainsi :

	2017	2016
Moins de 1 an	31 252	32 438
De 1 an à 5 ans	91 444	99 167
Plus de 5 ans	33 175	14 135
	155 871	145 740

(ii) Contributions au Gouvernement du Québec

Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)

À la demande et avec l'autorisation du Gouvernement du Québec, Loto-Québec s'est engagée auprès du MSSS à verser, dans un compte à fin déterminée du Gouvernement du Québec, une somme annuelle de 22 000 \$ pour financer des activités de prévention, des services de traitement, des programmes de recherche et des campagnes de sensibilisation pour contrer le jeu pathologique.

Puisqu'aucune date de fin d'engagement n'a été précisée par le gouvernement, Loto-Québec n'est pas en mesure d'évaluer le montant de cet engagement.

Ministère de la Sécurité publique (MSP)

À la demande et avec l'autorisation du Gouvernement du Québec, Loto-Québec s'est engagée auprès du MSP à verser, dans un compte à fin déterminée du Gouvernement du Québec, une somme annuelle de 3 000 \$ pour financer des activités et des mesures intensives de contrôle, qui seront mises en place par la Régie des alcools, des courses et des jeux afin, notamment, d'assurer la gestion des activités de contrôle liées à l'accès aux appareils de loterie vidéo.

Puisqu'aucune date de fin d'engagement n'a été précisée par le gouvernement, Loto-Québec n'est pas en mesure d'évaluer le montant de cet engagement.

23 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Politique en matière de gestion des risques

Dans le cours normal de ses affaires, Loto-Québec est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché découlant des variations des taux de change et des taux d'intérêt. Loto-Québec a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer adéquatement les risques inhérents aux instruments financiers.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que Loto-Québec subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit. Le fonds en caisse des casinos comprend l'inventaire d'argent des casinos. Les créances proviennent principalement d'opérations conclues avec un nombre important de détaillants. Les autres actifs financiers sont constitués des prêts et de l'avance dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ainsi que des rentes viagères versées à d'importantes sociétés d'assurances.

La direction de Loto-Québec estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers décrits ci-dessus, qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance à chaque date de clôture du 31 mars, est bonne.

La direction estime que Loto-Québec n'est exposée à aucun autre risque de crédit important. Les comptes en souffrance représentent 1 % des créances en 2017 et en 2016.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Loto-Québec ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Loto-Québec gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. Loto-Québec établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers de Loto-Québec se détaillent comme suit :

	2017					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels totaux	Moins de 12 mois	Échéance		
				1 à 2 ans	2 à 5 ans	5 ans et plus
Passifs financiers						
Emprunts bancaires	391 282	391 342	391 342	—	—	—
Dividende à payer	65 651	65 651	65 651	—	—	—
Fournisseurs et frais courus	85 843	85 843	85 843	—	—	—
SCMR	2 682	2 682	2 682	—	—	—
Lots aux gagnants à payer	16 563	16 563	16 563	—	—	—
Salaires à payer	74 291	74 291	74 291	—	—	—
Dette à long terme	257 651	316 286	47 101	106 320	54 888	107 977
	893 963	952 658	683 473	106 320	54 888	107 977

2016						
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels totaux	Moins de 12 mois	Échéance		
				1 à 2 ans	2 à 5 ans	5 ans et plus
Passifs financiers						
Emprunts bancaires	451 000	451 080	451 080	—	—	—
Dividende à payer	72 194	72 194	72 194	—	—	—
Fournisseurs et frais courus	76 635	76 635	76 635	—	—	—
SCMR	3 637	3 637	3 637	—	—	—
Lots aux gagnants à payer	7 503	7 503	7 503	—	—	—
Salaire à payer	72 596	72 596	72 596	—	—	—
Dettes à long terme	307 053	374 631	58 345	47 101	158 557	110 628
	990 618	1 058 276	741 990	47 101	158 557	110 628

Loto-Québec considère qu'elle détient suffisamment d'actifs facilement convertibles en trésorerie et également de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et non courants, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

c) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change et les taux d'intérêt, affectent le résultat net de Loto-Québec ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion de risque de marché a pour objectif de gérer et de contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables.

(i) Risque de change

Au 31 mars 2016, Loto-Québec détenait des prêts libellés en euros dans Casinos Développement Europe, d'une valeur comptable de 14 468 \$ (9 791 €), lesquels ont été cédés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017 (voir la note 13).

Le 31 mars 2016, Loto-Québec a signé un contrat de change à terme libellé en euros d'un montant de 15 433 \$ (10 484 €) échéant le 31 mars 2017. Ce contrat à terme avait été acheté afin de prémunir Loto-Québec contre toute variation éventuelle du taux de change relatif à ces prêts. Aucune couverture similaire n'a été reconduite au 31 mars 2017.

De plus, Loto-Québec réalise certaines autres opérations en devises. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers en vue de gérer le risque de change auquel elle est exposée par ces opérations. Par contre, ce risque n'a pas d'influence significative sur les résultats et la situation financière de Loto-Québec.

L'incidence sur le résultat net des opérations de couverture de change est comptabilisée au poste Charges financières à l'état consolidé du résultat global.

(ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Les prêts, la dette à long terme et les emprunts bancaires portent intérêt à taux fixe. Loto-Québec considère que son exposition au risque de taux d'intérêt sur les prêts et la dette à long terme est minime compte tenu qu'elle n'a pas l'intention d'encaisser les prêts ni de rembourser la dette avant leur échéance.

De plus, les emprunts bancaires sont contractés pour combler les besoins temporaires de liquidités pour une période inférieure à 365 jours auprès d'institutions financières ou du ministre des Finances. La gestion de ces emprunts permet de réduire le risque de flux de trésorerie quant aux intérêts versés.

d) **Juste valeur**

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Pour la trésorerie et équivalents de trésorerie, y compris les fonds en caisse des casinos, les créances clients et autres débiteurs, les emprunts bancaires, le dividende à payer ainsi que les charges à payer et frais courus, la juste valeur est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

La juste valeur des autres instruments financiers de Loto-Québec, tous de niveau 2 selon la hiérarchie des justes valeurs, se détaille comme suit :

	2017		2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers liés aux rentes viagères	111 756	129 900	88 688	113 168
Prêts à Casinos Développement Europe	–	–	14 468	14 468
Prêts à la SCMR	3 808	3 808	2 508	2 508
Avance à la SCMR	5 000	5 000	5 000	5 000
Prêts et créances	120 564	138 708	110 664	135 144
Passifs financiers liés aux rentes viagères	111 756	129 900	88 688	113 168
Dette à long terme	257 651	274 103	307 053	328 990
Passifs financiers non dérivés	369 407	404 003	395 741	442 158

(i) **Prêts et créances**

La juste valeur des prêts et créances, dont celle des actifs financiers liés aux rentes viagères, des prêts à Casinos Développement Europe, des prêts et de l'avance à la SCMR, est déterminée selon la valeur des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt observable sur le marché à la date de clôture de l'exercice.

(ii) **Passifs financiers non dérivés**

La juste valeur des passifs financiers non dérivés, dont celle des passifs financiers liés aux rentes viagères et de la dette à long terme, est fondée sur la valeur des flux de trésorerie futurs actualisés au taux d'intérêt observable sur le marché à la date de clôture de l'exercice.

(iii) **Dérivés**

La juste valeur du contrat de change à terme est fondée sur son cours de marché, s'il en est. En l'absence de cours de marché, l'estimation de la juste valeur est fondée sur la différence entre le prix à terme contractuel et le prix à terme actuel pour la durée résiduelle du contrat, à l'aide d'un taux d'intérêt sans risque (fondé sur le marché des obligations d'État). Le risque de crédit est incorporé dans le calcul de la juste valeur.

L'évaluation de la juste valeur du contrat de change est de niveau 2. La juste valeur de ce contrat au 31 mars 2016 était nulle puisqu'il avait pris effet à cette date. Le contrat de change avait été signé avec le Fonds de financement du Gouvernement du Québec.

24 | FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	2017	2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 mars		
Fonds en caisse des casinos	65 645	64 319
Encaisse	16 189	21 212
	81 834	85 531
Variation nette des éléments hors caisse		
Créances clients et autres débiteurs	(1 916)	23 694
Stocks	392	(6 705)
Charges payées d'avance	642	8 044
Actifs financiers liés aux rentes viagères	(23 068)	(13 696)
Charges à payer et frais courus	30 801	7 750
Passifs financiers liés aux rentes viagères	23 068	13 696
Provisions	4 153	(26 425)
Produits différés	(4 960)	(561)
	29 112	5 797
Information supplémentaire		
Acquisitions d'immobilisations corporelles financées par les charges à payer et frais courus	16 547	15 717
Acquisitions d'immobilisations incorporelles financées par les charges à payer et frais courus	1 325	3 824
Quote-part aux partenaires détenteurs des parts C dans la SCMR, incluse dans les charges à payer et frais courus	2 682	3 637

25 | PARTIES LIÉES

a) Transactions et soldes entre parties liées

Compte tenu que le Gouvernement du Québec est l'unique actionnaire, Loto-Québec est liée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le Gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du Gouvernement du Québec. À l'exception des opérations divulguées dans les états financiers et qui ont été initialement comptabilisées à la juste valeur, Loto-Québec n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées.

b) Rémunérations des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les membres du conseil d'administration et certains dirigeants de Loto-Québec. En complément de leurs salaires, Loto-Québec accorde généralement d'autres avantages à court terme aux dirigeants et contribue, en leur faveur, à des avantages postérieurs à l'emploi, tels des régimes de retraite et d'autres avantages à long terme.

Les principaux dirigeants ont perçu les rémunérations suivantes :

	2017	2016
Avantages du personnel à court terme	3 189	3 393
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	668	513
	3 857	3 906

26 | CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés, le cas échéant, afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.